



L'écologie aux rattrapages

L'enseignement supérieur français à l'heure
de la transition écologique : état des lieux et
revue des pratiques

Pour un réveil écologique

Février 2021





Le collectif *Pour un réveil écologique* est à l'origine du Manifeste éponyme lancé en septembre 2018 par des étudiant.e.s de grandes écoles (Ecole Polytechnique, HEC Paris, AgroParisTech, ENS Ulm, CentraleSupélec) et signé par plus de 30000 étudiant.e.s de plus de 400 établissements de l'enseignement supérieur.

Le collectif met à disposition des étudiant.e.s et des jeunes diplômés des outils pour :

- travailler pour des employeurs dont la stratégie environnementale est à la hauteur de l'urgence écologique ;
- coordonner et soutenir les efforts des étudiants qui encouragent l'intégration des enjeux écologiques dans leur formation.

Plus d'informations sur pour-un-reveil-ecologique.org



AVANT-PROPOS

En 2019-2020, 2,73 millions d'étudiantes et étudiants se sont inscrits dans l'enseignement supérieur, soit 1,6% de plus que l'année précédente. Cette constante augmentation, qui dure depuis plus de 10 ans, est particulièrement prononcée dans les écoles de commerce et d'ingénieurs¹.

Pourtant, comme le révélait l'[étude](#) « Mobiliser l'enseignement supérieur pour le climat » du *Shift Project* en 2019, seules 11 % des formations abordent les enjeux climat-énergie de manière obligatoire dans le cursus. Nombre d'étudiant.e.s finissent ainsi leur formation sans avoir jamais entendu parler sérieusement d'écologie durant leurs études supérieures. Aujourd'hui, ce sont seulement 15 % des établissements analysés dans ce rapport qui déclarent vouloir former 100% de leurs étudiant.e.s aux enjeux de transition écologique.

Face à la crise écologique, tous les secteurs d'activités sont appelés à se transformer. Pour relever ce défi, l'ensemble des métiers doit intégrer les enjeux socio-écologiques. Mais comment y parvenir si nos formations ne nous fournissent pas les bons outils ?

Plus que la sensibilisation, la formation est un puissant levier de la transition écologique. Il est donc essentiel que les acteurs de l'enseignement supérieur se saisissent au plus vite de ces questions.

Qu'en est-il aujourd'hui, que font les écoles et universités ? Nous n'avons malheureusement pas une vision suffisamment claire de leurs engagements pour répondre à cette question. En effet, malgré l'obligation légale², seule une centaine d'établissements sur un total de 3500 ont mis en place une démarche d'auto-évaluation annuelle sur l'écologie (Plan Vert)³.

Si nous voulons conduire des transformations à la hauteur des enjeux, il est pourtant indispensable de faire un état des lieux.

Suite à ces constats, nous avons décidé de lancer le Grand Baromètre de la transition écologique afin d'aboutir à un état des lieux clair des ambitions des écoles en termes d'intégration de la transition écologique.

Quel est le rôle du Grand Baromètre de la transition écologique dans l'enseignement supérieur ?

Le Grand Baromètre est une grande enquête sur les engagements des écoles et universités françaises en matière d'écologie. Son principe est d'accompagner les établissements du supérieur dans leurs démarches d'auto-évaluation en leur proposant un questionnaire couvrant plusieurs thématiques clés : stratégie et gouvernance, formations, débouchés professionnels, activités de recherche, vie associative et campus durable.

Ces démarches menées dans un maximum d'établissements doivent impulser des dynamiques de changement :

- L'auto-évaluation ouvre un espace de réflexion sur les problématiques écologiques, l'occasion de créer un dialogue porteur entre la direction, le corps enseignant, l'administration et les étudiant.e.s autour de l'écologie.
- La démarche d'évaluation facilite aussi la construction de plans d'action concrets dans ces écoles et universités qui disposent ainsi d'informations précises sur leurs avancées et le chemin qu'il reste à parcourir.
- Enfin, avec une meilleure information sur les écoles et universités, les étudiant.e.s peuvent faire des choix éclairés sur leurs formations en prenant en compte les critères écologiques.

Au niveau national, la dynamique de transition de l'enseignement supérieur est impulsée par plusieurs initiatives, telles que la Rentrée Climat, le Manuel de la Grande Transition, la COP2 étudiante, ou encore le groupe de travail « Enseigner la transition » du Ministère de l'Enseignement Supérieur. L'objectif du Grand Baromètre est aussi de faire connaître ces projets et d'alimenter cette dynamique grâce à ses résultats.

1. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, [Note Flash n°14](#), Juillet 2020.

2. L'article 55 de la [loi Grenelle 1](#) impose à tous les établissements d'enseignement supérieur la mise en place d'une démarche de développement durable au travers d'un Plan Vert.

3. Label DDRS, [description du dispositif](#).

SYNTHÈSE

De l'analyse des réponses au Grand Baromètre est tiré un constat alarmant : aujourd'hui, **seuls 15 % des établissements déclarent vouloir former 100% de leurs étudiant.e.s aux enjeux de transition écologique**. Ce faible taux étant extrait d'un échantillon d'établissements volontaires, il laisse présager de l'engagement général de l'enseignement supérieur français sur la question. Et pourtant, que signifient des formations qui ne préparent plus les étudiant.e.s au monde dans lequel ils vont devoir vivre, travailler et faire des choix au quotidien ? Bien au-delà des tendances pédagogiques, il s'agit ici d'une nécessité contrainte par le contexte d'urgence climatique et sociale, dont nous constatons chaque jour les effets³.

Les universités, écoles d'ingénieurs et écoles de commerce analysées dans cette note ont toutes mis en place, avec différents niveaux d'avancement, des démarches d'intégration des enjeux de transition écologique. Une dynamique globale est en cours, favorisée par des acteurs institutionnels et associatifs du monde de l'enseignement supérieur engagés, et les attentes croissantes du côté des étudiant.e.s. Si la dynamique est bien à l'œuvre, elle reste inégale entre les différents établissements et encore loin d'être à la hauteur des transformations systémiques qu'impliquent la prise en compte des enjeux socio-écologiques.

L'analyse menée ici met au jour quatre grandes observations et permet d'identifier des leviers d'actions pour accélérer la dynamique de transformation de l'enseignement supérieur.

4 grandes conclusions

1

L'écologie de plus en plus présente dans les formations

La transition écologique se fait désormais une place dans les maquettes pédagogiques des écoles et universités, plus ou moins importante selon les établissements. Les cours et parcours en lien avec les enjeux socio-environnementaux se généralisent et des dispositifs annexes de sensibilisation sont mis en place. Cependant, les établissements ont encore du mal à intégrer ces enjeux de façon obligatoire au sein des enseignements existants. Les questions écologiques sont souvent traitées à part, dans des options ou cursus spécialisés, et ne touchent ainsi qu'une partie des étudiant.e.s. Or, l'urgence écologique est l'affaire de tous et nous avons tous besoin d'outils pour y faire face, quel que soit notre futur métier.

³. En septembre 2018, des milliers d'étudiant.e.s dénonçaient l'incohérence de la trajectoire suivie par nos sociétés dans le [Manifeste étudiant pour un réveil écologique](#).

2

Un besoin de cohérence dans la stratégie de l'établissement : recherche académique, orientation professionnelle, etc.

De nombreux établissements déclarent vouloir former des étudiant.e.s capables de comprendre les nouveaux enjeux socio-environnementaux et aptes à les intégrer au sein de leurs futurs emplois. Cependant, une minorité seulement développe des réponses globales, impliquant l'ensemble des parties prenantes ainsi que tous les axes de travail de l'établissement liés à la formation (stratégie, débouchés, recherche). Ainsi, on observe surtout un développement parcellaire, ne permettant pas encore de s'inscrire dans une vraie dynamique de transformation de l'enseignement supérieur. La formation étant la raison d'être de ces établissements, cette mise en cohérence est nécessaire et permettrait de rendre les enseignements plus pertinents.

3

Un manque de moyens humains et financiers alloués à la transition écologique.

Si les écoles et universités évoquent une volonté de s'inscrire de manière cohérente dans la transition écologique, les moyens mis à disposition, financiers ou humains, ne permettent souvent pas d'être à la hauteur des ambitions. Les transformations nécessaires demandent en effet d'allouer un certain temps à la réflexion sur l'ensemble des axes stratégiques définis dans le Grand Baromètre : stratégie et gouvernance, formation, débouchés professionnels, recherche, campus durable et vie associative sont autant de chantiers conséquents. L'axe de la formation est particulièrement concerné, puisque la refonte intégrale des syllabi requiert un espace de travail collectif et de long terme.

4

Un plan national nécessaire pour embarquer tous les établissements dans la dynamique.

Les initiatives comme le label DD&RS ont permis de guider les établissements du supérieur dans leurs démarches d'auto-évaluation. Cependant, cet accompagnement ne va pas assez loin pour impulser des transformations ambitieuses dans l'ensemble des établissements. Les acteurs institutionnels tel que le Ministère de l'Enseignement Supérieur ou les Conférences d'établissement ont ainsi un rôle important à jouer pour renforcer et coordonner les efforts de transition des établissements en proposant un cadre commun et des directives claires, à même de généraliser les meilleures pratiques.

Enseignement supérieur et écologie : les chiffres clé

Des stratégies d'établissements en cours d'élaboration

66% des établissements déclarent intégrer les enjeux de transition écologique dans leur stratégie actuelle.

61% des établissements disposent d'au moins une personne chargée des enjeux DD en Équivalent Temps Plein (ETP).

28% des établissements sont labellisés DD&RS (dispositif de labellisation de la Conférence des grandes écoles).

Ces chiffres montrent que les établissements ont conscience de l'importance d'engager leur stratégie de formation dans la thématique, à la fois pour leur communication et pour la cohérence des visées pédagogiques.

Une recherche académique de plus en plus impliquée

64% déclarent intégrer les enjeux du développement durable et les informations liées aux crises écologiques dans leurs stratégies de recherche. Il existe, en la matière, des programmes inter-établissements comme l'initiative du collectif *Labos 1point5*. Cependant, s'il est vrai que la transition écologique prend de l'importance, elle est encore loin d'être généralisée au sein des stratégies de recherche de l'ensemble des établissements.

Des formations encore parcellaires

Aucun établissement n'inclut les enjeux de transition écologique dans l'ensemble de son livret pédagogique, c'est-à-dire dans toutes les matières enseignées.

89% proposent des dispositifs de sensibilisation ou formation informels à la transition écologique, mais dans l'écrasante majorité des cas seulement en annexes des cours, de manière non obligatoire et pas forcément accessible à l'ensemble des étudiant.e.s.

35% des établissements mettent en place des dispositifs de sensibilisation / formation des professeurs aux enjeux de transition écologique. Les établissements se reposent très souvent sur le bagage intellectuel initial de leurs professeurs et sont peu nombreux à leur proposer des formations sur les crises écologiques ou bien à intégrer ce paramètre dans leur recrutement.

Des associations étudiantes qui prennent les devants

Il y a une **augmentation** de la place des associations axées sur le développement durable au sein des établissements. De plus en plus actives et mises en valeurs dans les établissements, ces associations prennent pour certaines le relai pour palier au manque de formation dans les cursus.

Des débouchés professionnels déconnectés des enjeux écologiques

Aucun établissement n'a mis en place une vraie réflexion (avec indicateurs) sur l'impact des débouchés de ses formations sur l'environnement. Or, préparer les étudiant.e.s au monde de demain, c'est également évaluer l'impact des métiers envisagés sur le climat, les ressources, les écosystèmes. Les établissements interrogés, universités, écoles de commerce et écoles d'ingénieurs confondues, n'ont pas encore engagé cette réflexion, pourtant fondamentale dans la transition vers des métiers et activités cohérents avec les limites planétaires.

Des campus en voie de « verdissement »

Tous les établissements ont implémenté des mesures liées à la gestion durable des campus.

Notons toutefois que ces mesures sont facilement mises en avant dans les communications des établissements, et peuvent faire l'objet d'opérations de *greenwashing*. En effet, les établissements ne peuvent attester de leur bon niveau d'avancement en termes de transition écologique uniquement sur la base de ces mesures. Les étudiant.e.s, de plus en plus vigilants face au *greenwashing*, attendent des actions plus globales et significatives, notamment du côté des formations.

Les établissements conscients de leurs limites

Les établissements d'enseignement supérieur ont globalement conscience des freins qui ralentissent l'intégration de la transition écologique en leur sein.

Une très **grande majorité** pointe dans son questionnaire le manque de moyens financiers et humains alloués à la réflexion. Ce manque est accentué par la difficulté de faire passer les actions favorables à la transition écologique en priorité des décisions d'établissement, et par une certaine réticence aux changements - notamment sur l'enjeu des formations qui demande des refontes ambitieuses et systémiques des programmes.

Par ailleurs, particulièrement au sein des écoles de commerce et d'ingénieurs, on relève un manque de reconnaissance des initiatives mises en place par ces établissements au sein des classements. En effet, à ce jour, aucun critère discriminant (c'est-à-dire qui modulerait les notes attribuées) n'existe dans les classements *lambda*, et ce alors qu'ils jouent sur la visibilité médiatique, la renommée et donc les orientations stratégiques des établissements.

Des avancées inégales selon les types d'établissements

Ecoles de commerce

Si **76 %** des écoles proposent au moins un cours obligatoire en lien avec le développement durable, la RSE ou la soutenabilité, **seules 15%** d'entre elles proposent un cours ou module obligatoire sur les fondements de la crise écologique et ses conséquences.

Toutes les écoles proposent des électifs en lien avec les enjeux socio-environnementaux, que les étudiant.e.s peuvent choisir en fonction de leur année d'étude et du diplôme préparé. **76%** des écoles interrogées disposent de filières et/ou de cursus spécialisés accessibles aux étudiant.e.s, en lien avec les questions socio-environnementales.

Le pourcentage d'alumni engagés dans des métiers liés à la transition écologique est d'environ **20%** selon les écoles. Ces dernières sont unanimement convaincues de l'évolution du marché du travail en direction de métiers en lien avec la transition écologique.

En bref :

- Les initiatives liées à la durabilité des campus sont particulièrement développées par les établissements, avec des plans d'action assez clairs.
- Il y a trop de sensibilisation pour trop peu de formations réelles.
- Peu de débouchés en lien avec ces enjeux sont proposés.

Ecoles d'ingénieurs

73 % des écoles proposent au moins un cours obligatoire sur les fondements et/ou les enjeux de la crise écologique. **26%** en revanche n'indiquent ni spécialisations, ni masters en lien avec la transition écologique.

Moins de la moitié des écoles (47%) disposent d'au moins une personne en ETP chargée des projets et missions liés au DDRS.

En bref :

- La recherche sur les enjeux de transition écologique est assez bien développée à travers les projets de recherche mais n'est pas forcément inscrite dans les objectifs de recherche globaux.
- Les formations embrassent plus facilement les enjeux de transition écologique que dans les écoles de commerce ou les universités.
- Les enjeux devraient être intégrés jusqu'au niveau des spécialisations, afin que les diplômés puissent s'orienter vers des métiers qui aillent dans le sens de leur résolution.

Universités

Une seule université parmi toutes celles interrogées indique avoir mis en place au moins un cours obligatoire pour l'ensemble des étudiant.e.s sur les crises écologiques (climat, ressources, énergie, biodiversité...).

En bref :

- Les associations ont un très grand rôle à jouer, à la fois dans la mobilisation de leurs établissements et dans la mise en place d'approches transdisciplinaires à large échelle.
- La présence de Vice-Président.e.s Développement Durable place pourtant le sujet au centre des directives stratégiques de ces établissements.
- Le chemin à parcourir pour les enseignant.e.s et leurs méthodes pédagogiques est encore long.

Aperçu général des résultats

	Ecoles de commerce (13 écoles)	Ecoles d'ingénieurs (19 écoles)	Universités (7 universités)
Stratégie			
% des écoles disant intégrer dans leur stratégie les enjeux de transition écologique.	92%	57%	42%
% des écoles déclarant une volonté de former 100% de leurs étudiant.e.s (quel que soit le cursus, le parcours) aux enjeux de transition écologique.	16%	21%	0%
% des écoles labellisées DDRS	23%	36%	14%
% des écoles disposant d'au moins un poste de chargé.e de mission DDRS permanent et à temps plein ou équivalent.	92%	47%	100%
Formations			
% écoles proposant au moins un cours / module obligatoire liés aux enjeux de transition écologique	77%	73 %	14%
% des écoles interrogées disposant d'au moins une filière et/ou cursus spécialisés liées aux questions socio environnementales accessibles aux étudiant.e.s	76%	74%	85%
% des écoles ayant mis en place des dispositifs de formation pour leurs professeurs.	38%	42%	0%
Débouchés			
Analyse de l'impact des métiers des diplômé.e.s sur le climat et la biodiversité	Non	Non	Non
Recherche			
% des établissements ayant au moins une chaire ou centre de recherche lié aux enjeux.	69%	68%	85%

SOMMAIRE

3	<u>AVANT-PROPOS</u>
4	<u>SYNTHÈSE</u>
11	<u>MÉTHODOLOGIE</u>
13	<u>FOCUS 1 : LES UNIVERSITÉS</u>
23	<u>FOCUS 2 : LES ÉCOLES DE COMMERCES</u>
41	<u>FOCUS 3 : LES ÉCOLES D'INGÉNIEURS</u>
55	<u>ZOOM: LES CAMPUS SONT-ILS DURABLES ?</u>
58	<u>CONCLUSION</u>
59	<u>ANNEXES</u>

METHODOLOGIE

Intention : de l'importance du bilan

En mars 2020, le collectif Pour un réveil écologique lançait son Grand Baromètre de la transition écologique, une initiative visant à recenser les mesures mises en place par les écoles et universités pour prendre en compte les enjeux de transition écologique et sociale dans leurs formations et fonctionnements. Depuis juin 2020, l'enthousiasme suscité par l'étude a permis de récolter un nombre significatif de réponses, dressant un tableau riche des avancées des écoles et universités en matière d'intégration des enjeux.

Au vu de l'essor des mouvements étudiant.e.s et de la progression du débat public sur l'enseignement, il a semblé indispensable d'effectuer un bilan des réponses reçues, d'en analyser les tendances et d'en tirer des conclusions pour l'enseignement supérieur. L'identification et la mise en avant de bonnes pratiques doit également être source d'inspiration pour les établissements.

Ce rapport est donc destiné aux écoles et universités, aux acteurs institutionnels et, bien sûr, aux étudiant.e.s afin qu'ils disposent d'une vision d'ensemble des dynamiques de transition en cours dans l'enseignement supérieur.

Faire un bilan de ses activités est une étape essentielle pour transformer ses pratiques, mais ce n'est qu'une partie du chemin : il faut ensuite passer à l'action. Cet état des lieux doit ainsi aider les établissements à identifier et hiérarchiser les leviers d'action et à évaluer leur marge de progression pour se placer à la hauteur des enjeux socio-écologiques. Aussi, si nous proposons dans cette synthèse une lecture exigeante des pratiques des écoles et universités, c'est parce que nous souhaitons donner aux acteurs de l'enseignement supérieur suffisamment de repères pour mener les transformations nécessaires.

Contenu du rapport

Ce document rassemble, pour chaque type d'établissement étudiés (école de commerce, école d'ingénieurs, université) :

- Un bilan général des dynamiques de transition ;
- Une analyse approfondie des engagements selon 6 grandes thématiques : Stratégie et gouvernance, Formations, Débouchés professionnels, Activités de recherche, Vie associative, Campus Durable ;
- Une revue des bonnes pratiques identifiées dans les établissements.

Analyse des données

La méthode utilisée afin de dégager des informations quantitatives est le regroupement de déclarations jugées similaires, permettant d'en tirer des pourcentages. L'absence de certaines informations a été prise en compte comme l'absence de mise en place de certaines pratiques. Nous sommes conscients que cette méthode ne permet pas l'exhaustivité et peut présenter des biais d'interprétation. Elle n'en permet pas moins de donner une idée des tendances.

Nous rappelons que les informations utilisées dans ce document sont tirées des réponses des établissements qui s'engagent à ce qu'elles reflètent fidèlement leur situation. Nous n'avons pas demandé de preuves de leurs déclarations, ce qui explique que la réalité observée sur le terrain puisse être différente.

Echantillon : les établissements étudiés

Afin de proposer une analyse pertinente, nous avons choisi de nous concentrer sur les types d'établissement pour lesquels nous avons le plus de réponses : les universités, écoles de commerce et école d'ingénieurs. Les universités et écoles nous ayant transmis leurs réponses après le début du travail sur ce rapport n'ont pas pu être prises en compte dans l'analyse. Nous avons également choisi d'anonymiser ce rapport afin de ne pas nous placer dans une logique de classement dont nous laissons la charge à des organismes plus adéquats.

Voici la liste des établissements analysés au sein de cette synthèse :

Universités (7)	Ecoles de commerce (13)
<ul style="list-style-type: none"> • Université Aix-Marseille • Université de Bourgogne • Dauphine PSL • Université Jean Moulin • La Rochelle Université • Université Paris Nanterre • Université de Rouen 	<ul style="list-style-type: none"> • Audencia • Burgundy Business School • ESCP Business School • ESSEC Business School • Grenoble Ecole de Management • HEC Paris • IMT Business School • Kedge Business School • Montpellier Business School • Neoma • Rennes Business School • Skema Business School • Toulouse Business School
Ecoles d'ingénieurs (19)	
<ul style="list-style-type: none"> • Agro Paris Tech • Centrale Supélec • Ecole polytechnique • ENGEES • ENSGSI • ENSIIE • ENSTA Bretagne • ESTACA • IMT Atlantique • IMT Lille Douai • INP ENSAT • INSA Centre Val de Loire • INSA Lyon 	<ul style="list-style-type: none"> • INSA Rennes • ISAE SUPAERO • Mines Saint Etienne • Polytech Montpellier • UniLasalle • Université de Technologie de Troyes

Nous souhaitons remercier l'ensemble des établissements qui ont participé à l'enquête du Grand Baromètre et mesurons la portée de leur engagement en cette période difficile. Nous ne pouvons qu'encourager les autres établissements du supérieur à poursuivre sur cette voie et à s'appuyer sur l'engagement de plus en plus fort de leurs étudiant.e.s.

Lexique

Les éléments de langage employés par les établissements pour se référer aux enjeux environnementaux sont pluriels. Responsabilité sociale et environnementale (RSE), Développement durable et responsabilité sociétale (DD&RS), enjeux socio-environnementaux : telles sont les expressions utilisées dans leurs réponses.

Au sein de Pour un réveil écologique, nous privilégions les termes de transition écologique et d'enjeux socio-environnementaux. Ces expressions reflètent selon nous davantage le caractère urgent et systémique de l'urgence écologique, ce qui explique leur usage prioritaire au sein de cette synthèse.

Cependant, afin de rester fidèle aux dires des établissements, nous reprenons les expressions Développement Durable (DD), DD&RS et RSE lorsque nous évoquons des pratiques spécifiques et décrites en ces termes par les répondants eux-mêmes.

➤ Qu'entend-on par le terme de transition écologique ?

Le concept de transition écologique est relativement flou dans le débat médiatique. Dans le Grand Baromètre, nous la définissons comme un changement radical de modèle économique et social en faveur d'un autre plus soutenable, fondé sur le constat de l'urgence environnementale et climatique. La notion intègre donc ici les principes de résilience et de circularité, déclinés dans tous les domaines. La transition apporterait une réponse globale aux limites planétaires et aux enjeux sociaux auxquels nous faisons face et à leur complexité (illustrée notamment par la réduction drastique des émissions de CO2 préconisée par le GIEC, ou le retour d'une biodiversité de référence).



FOCUS 1

LES UNIVERSITÉS

<u>Mise en contexte</u>	14
<u>Analyse des pratiques</u>	15
<u>Stratégie et gouvernance</u>	15
<u>Formations</u>	17
<u>Débouchés</u>	19
<u>Activités de recherche</u>	20
<u>Vie associative</u>	21
<u>Perspectives</u>	22

MISE EN CONTEXTE

En janvier 2019, l'analyse du Shift Project avait fait ressortir que les universités figuraient parmi les établissements d'enseignement supérieur les moins en pointe en matière d'écologie. Pourtant, l'université représente le poids lourd de l'enseignement en France avec près de 1,6 million d'étudiant.e.s, soit 63 % du total dans l'enseignement supérieur. Il s'agit donc du principal levier à actionner pour réussir à former tous les étudiant.e.s français.e.s.

Des difficultés liées au mode d'organisation des universités

Les universités sont des établissements rassemblant un nombre très conséquent de cursus, d'étudiant.e.s, de parties prenantes et d'activités différents, ce qui fait d'elles des entités plus complexes à faire évoluer. Par ailleurs, ce sont des établissements qui dépendent grandement des choix d'orientation de la politique du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche qui statue notamment sur les budgets alloués.

En outre, contrairement aux écoles de commerce et d'ingénieurs, les universités sont organisées en facultés aux activités cloisonnées les unes des autres (même s'il existe quelques cursus transversaux). Ce mode d'organisation présente l'avantage d'une grande spécialisation des étudiant.e.s dans un domaine donné mais freine inmanquablement la mise en place de cours sur l'écologie qui ne relèvent pas exclusivement du domaine de la faculté visée.

Des premiers pas hésitants pour le monde universitaire

L'analyse des résultats du Grand Baromètre pour les universités met en avant une volonté de leur part de s'inscrire dans la dynamique d'intégration des enjeux écologiques.

Cependant on constate une difficulté réelle pour les établissements de mettre en place des initiatives ambitieuses touchant l'ensemble de leurs étudiant.e.s.

L'analyse permet d'avoir une vision d'ensemble des mesures mises en place par ces établissements. Nous n'avons cependant pas reçu un nombre très important de réponses (7 sur près d'une soixantaine sollicitées) et toutes n'ont pu consacrer le temps qu'elles souhaitaient à remplir le questionnaire.

Cette partie fait le bilan des 7 premières universités ayant répondu au Grand Baromètre de la transition écologique entre mars 2020 et octobre 2020.

ANALYSE

Stratégie et gouvernance

Objectifs stratégiques

Intégration de la transition écologique dans la stratégie globale

L'ensemble des universités disent faire entrer les enjeux de transition au sein de leurs objectifs d'établissement, à des degrés plus ou moins ambitieux. **42% des universités les inscrivent directement au sein de leurs axes stratégiques ou de leurs plans annuels.** Les autres ne les incluent pas de manière globale et systémique mais au sein de certains pôles de compétences / filières spécifiques, par exemple leur Institut d'Administration des Entreprises (IAE).

Toutes les universités sauf une se réfèrent au référentiel DD&RS (Développement Durable et Responsabilité Sociétale) ou au Plan Vert afin d'effectuer un état des lieux relatif à l'intégration des enjeux socio-environnementaux.



Bonnes pratiques

Inscription des enjeux de développement durable dans la Lettre d'Orientation Budgétaire de l'établissement.

Maquettes pédagogiques

Processus de construction des maquettes pédagogiques

Les maquettes des cours sont préparées et discutées au sein de chaque département de l'université, les Unités de Formation de Recherche (UFR), en instances collégiales officielles (conseils des UFR, où siègent souvent des professeur.e.s et des représentant.e.s de l'administration).

Elles doivent ensuite être validées par des commissions pédagogiques spécifiques (commission de Formation et de la Vie universitaire, comité de perfectionnement).

Bonnes pratiques

Création d'un groupe de travail d'enseignant.e.s chercheurs pour proposer des cours sur les enjeux environnementaux au sein des maquettes pédagogiques.

Implication des étudiant.e.s dans la construction des maquettes

Dans 71% des universités, les étudiant.e.s sont représentés au sein des instances mobilisées pour la construction des maquettes pédagogiques. Cependant, leur rôle, leur reconnaissance et leur pouvoir au sein de celles-ci ne sont pas précisés.

Chargé.e.s de mission DDRS

Commentaire général

Toutes les universités ayant répondu ont au moins une personne en équivalent temps plein (ETP) comme chargé.e de mission développement durable. On retrouve un service dédié avec plusieurs ETP pour 57% d'entre elles. Un poste de Vice président.e développement durable (VP DD) rattaché à la présidence de l'université est présent dans 71% des universités afin de superviser la personne ou l'équipe dédiée. De manière générale dans les universités, les personnes en charge des projets DDRS sont reliées aux instances de gouvernance de l'établissement.

Les chargé.e.s Développement Durable ont généralement pour mission :

- La mise en oeuvre de la politique DDRS ;
- La coordination de la saisie du référentiel DD&RS ;
- La sensibilisation et mobilisation de la communauté universitaire aux enjeux du développement durable (DD) ;
- La communication interne et externe sur le DD, ainsi qu'une veille réglementaire.



Bonnes pratiques

- Création d'un pôle transition écologique au sein du service DDRS ;
- Création d'un comité d'orientation pour le DD (CODD) qui a pour mission de permettre aux différents services de collaborer sur ces enjeux ;
- Création d'un poste de référent.e "responsabilité environnementale" (RE) qui a pour objectif d'évaluer l'impact environnemental de l'université à l'aide d'enseignant.e.s-chercheurs, administratifs et étudiant.e.s ;
- Création d'un poste de chargé.e de mission biodiversité ;
- Nomination d'un.e enseignant.e-chercheur afin d'intégrer la formation et la recherche dans la stratégie de l'université ;
- Développement d'un réseau de référents DD au sein des différents départements et campus.



Bonnes pratiques

- Mise en place d'une formation aux enjeux DDRS à la disposition du personnel ;
- Mise en place d'un concours mettant en avant les projets d'étudiant.e.s (issus de toutes les formations) en lien avec le DD.

Sensibilisation du personnel et des étudiant.e.s

Comme mentionné, la sensibilisation du personnel et des étudiant.e.s est une des missions des chargé.e.s de mission DDRS au sein de l'ensemble des universités. Cette sensibilisation se fait généralement en lien avec les associations étudiantes traitant de ces thématiques via des événements de sensibilisation (Semaine étudiante du DD, semaine de la mobilité), des campagnes (éco-gestes), et des activités annexes.

ANALYSE

Formations

Offre d'enseignements & Intégration transversale des enjeux

Enseignements obligatoires

Seulement une université a commencé à intégrer à la rentrée 2020 un cours à l'ensemble des 1ères années de licence sur les crises écologiques. Les autres universités évoquent des cours obligatoires au sein de certaines licences mais pas de généralisation sur l'ensemble des cursus.



Bonnes pratiques

- Mise en place d'un cours complet obligatoire dans le tronc commun allant de l'analyse des causes à l'identification des acteurs et des moyens d'action puis des enjeux politiques, économiques et sociaux de la transition écologique ;
- Intégration des enjeux socio-environnementaux dans les cours préexistants (ex: en faculté de langue, étudier les rapports entre littérature et écologie).

Cursus spécialisés

La grande majorité des universités (85%) proposent de nombreux parcours de spécialisation (Masters, parcours de masters, licences, diplômes universitaires, licences professionnelles) intégrant des problématiques socio-environnementales.

Exemples de parcours :

Licences professionnelles

- Environnement et Construction ;
- Construction Bâtiment Bois Basse Consommation et passifs ;
- Aquaculture et relations avec l'environnement littoral.

Master

- Économie et Finance, parcours Énergie, Finance, Carbone ;
- Affaires internationales et Développement, parcours Développement durable et Responsabilité des Organisations ;
- Politiques Publiques, parcours Politiques d'entreprises et responsabilités sociales ;
- Développement durable et organisations ;
- Sciences pour l'Environnement ;
- Gestion et intégration de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;
- Durabilité des matériaux et des structures ;
- Droit et action publique territoriale et environnementale.

Transversalité

La spécialisation inhérente au système des facultés, l'indépendance des professeurs et la masse considérable d'étudiant.e.s et de formations expliquent que les cursus ne soient pas pensés pour intégrer des éléments de disciplines extérieures. Les universités n'ont donc pas encore de réflexion transversale et interdisciplinaire concernant l'intégration des enjeux socio-écologiques.

Retours des étudiant.e.s

La plupart des universités mettent en place des enquêtes à destination des étudiant.e.s afin d'avoir des retours sur les cours proposés ainsi que sur leurs nouvelles attentes. Celles-ci ne dégagent pas de données spécifiques concernant les filières et cours en lien avec la transition écologique.

Modalités pédagogiques

Formation des enseignants

Aucune université ne propose de modules de formations à destination des enseignant.e.s. Les enseignant.e.s ne sont pas formés spécifiquement aux enjeux de la transition écologique, à l'exception des professeurs qui dispensent un cours sur le sujet (quand il y en a).

La sensibilisation et l'autoformation des professeurs sont privilégiées via l'organisation de la Fresque pour le climat ou de dispositifs d'auto-formations comme l'UVED (Université Virtuelle pour l'Environnement et le Développement durable).

Modules parallèles et activités pédagogiques

L'ensemble des universités sauf une propose aux étudiant.e.s des activités et modules parallèles afin d'être sensibilisés aux enjeux socio-écologiques. Cette sensibilisation passe par des interventions d'expert.e.s de ces sujets, des conférences, des colloques ou encore des séminaires.



Bonnes pratiques

- SPOC (Small Private Online Courses) sur : l'effet de serre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les négociations internationales sur le climat, la neutralité carbone dans l'Accord de Paris ;
- Certificat de formation "durable" pour développer les compétences des étudiant.e.s de différents masters sur le climat/la transition et la Responsabilité sociale et environnementale (RSE) ;
- Conférences données par des personnalités reconnues dans le domaine de la transition écologique (ex : Jean Jouzel) ;
- Séminaires sur les changements climatiques ;
- Ateliers de la Fresque pour le climat ;
- Ecoles d'été des Objectifs du Développement Durable (ODD).

ANALYSE

Débouchés

Types de débouchés

Les universités sont des établissements qui offrent une grande diversité de formations à un très grand nombre d'étudiant.e.s. Il est donc compliqué de répondre précisément aux questions du Grand Baromètre en matière de débouchés. Les universités disposant de masters et spécialisations en lien avec les enjeux de transition écologique ont pu mettre en avant certains débouchés sur ces enjeux. .



Bonnes pratiques

Démarche de réflexion au sein des différents services sur les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche liés au développement durable en France

Relations avec les entreprises

Les entreprises engagées dans la transition n'ont pas de places spécifiques au sein des universités. Seule une a mis en place un forum d'entreprises spécialisées sur les métiers liés au développement durable.

Bonnes pratiques

Dispositif qui valorise les projets pédagogiques (y compris les thèses) en les partageant auprès des entreprises et des collectivités locales.

Impact des débouchés et évolution du marché du travail

Aucune université n'a été en mesure d'identifier les impacts des débouchés de ses formations. D'une manière générale, la réflexion menée sur les nouveaux besoins et les nouvelles contraintes que notre société connaîtra - raréfaction des ressources, diminution du retour sur investissement énergétique et changement climatique - reste embryonnaire. Ainsi, les formations dispensées ne semblent pertinentes que dans un monde qui ne changerait pas radicalement.

Toutefois, toutes les universités sont convaincues de la croissance de la demande de formations liées aux questions environnementales, même si elles constatent que ce n'est pas encore un facteur déterminant de l'employabilité de leurs étudiant.e.s. Les alumni sont implicitement invités à faire pression au sein de leurs entreprises et organisations pour accroître les exigences de formation sur la crise écologique.

ANALYSE

Activités de recherche

Orientation générale de la recherche, soutien financier et existence de chaires, réflexions sur la finalité de la recherche

La recherche universitaire n'intègre pas systématiquement les enjeux socio environnementaux, même si c'est un objectif de plus en plus revendiqué. **85% ont lancé des laboratoires de recherche, des chaires ou des programmes centrés sur la recherche liée aux enjeux de transition écologique**, en lien avec les différentes spécialités de l'établissement.

L'approche transdisciplinaire est mise en avant dans beaucoup d'universités mais toutes ne la recommandent pas en matière de recherche. En effet, si elle permet d'avoir une vision plus globale du problème, elle n'est pas propice à l'émergence de connaissances poussées et difficilement praticable dans des universités souvent construites en silos.

Pour s'ancrer dans le concret, certaines universités ont recours à des partenariats avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des institutions ou des entreprises locales dont l'objet social répond à un besoin de transition.

Impacts de la recherche et des chercheurs

Certaines universités mettent en place un comité d'éthique mais ce processus demeure flou et souvent à l'état de projet.



Bonnes pratiques

- Mise en place de séminaires de recherche transdisciplinaires ;
- Participation au Labos 1.5 ;
- Tissage d'un réseau de laboratoires de recherche en lien avec la transition écologique ;
- Evaluation de l'impact écologique des chercheur.se.s ;
- Promotion de sujets de recherche sur la transition écologique par la mise en avant des événements scientifiques et l'invitation de professeur.e.s spécialistes sur ces sujets.

ANALYSE

Vie associative

Existence et positionnement d'associations engagées

Toutes les universités ayant répondu, sauf une, ont identifié un certain nombre d'associations étudiantes ayant fait du développement durable leur enjeu principal. Les façons d'aborder le sujet sont assez diverses et couvrent des thématiques variées comme l'alimentation, la protection de l'environnement, le tri des déchets etc.

En parallèle, les universités ont également mis en avant des associations dont l'objet s'inscrit dans des démarches de responsabilité sociétale mais sans lien avec l'écologie : entrepreneuriat social, projets humanitaires, associations d'aide aux handicapés, associations féministes etc.

Valorisation de l'engagement étudiant

Les systèmes de valorisation de l'engagement associatif sont présents dans 85% des universités, notamment par l'obtention de crédits ECTS ou de bonus au diplôme. Certaines universités disposent d'un service dédié d'aide aux associations qui vient également en appui des projets jugés "verts".

Financements et visibilité

Le financement des associations étudiantes passe par divers canaux, notamment le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) financé par la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC). Le soutien du FSDIE peut être guidé par un organe universitaire dans lequel siègent des représentants étudiant.e.s. Les financements peuvent aussi, plus classiquement, être le fruit de dons privés ou bien de bénévolat.

D'une manière générale, les demandes de fonds peuvent recevoir un accompagnement de la part d'un service dédié de l'université.

Les associations étudiantes sont mises en valeur au moment de la semaine de rentrée ou, plus spécifiquement pour les associations développement durable, lors de la semaine étudiante dédiée au développement durable lorsqu'elle existe. Les sites internet et intranet de l'université, les écrans TV, les réseaux sociaux, la lettre d'information hebdomadaire et l'inscription des événements associatifs sur le calendrier officiel de l'université permettent aussi de communiquer sur le travail de ces associations.

Enfin, les universités peuvent avoir un lieu dédié à l'élaboration de projets associatifs et interassociatifs qui peut être physiquement mis en valeur sur le campus.



Bonnes pratiques

- Valorisation de l'engagement associatif par des crédits supplémentaires au diplôme, des concours et des remises de prix ;
- Mise en place d'un service dédié d'aide aux associations ;
- Mise en place d'un prix pour récompenser l'engagement associatif.

ANALYSE



Perspectives

Labellisation

Une seule université est labellisée DD&RS et 3 ont fait la démarche pour l'être. Ce label peut servir de repère, mais toutes ne soumettent pas de candidature à son obtention.

Obstacles identifiés

Les universités ont identifié un certain nombre de freins à la mise en place de stratégies ambitieuses d'intégration des enjeux de transition écologique :

- Manque de moyens ;
- Manque de sensibilisation des parties prenantes de l'administration aux enjeux de transition écologique ;
- Lourdeurs administratives ;
- Difficulté de communication avec toutes les parties prenantes, trop nombreuses et éloignées les unes des autres ;
- Manque d'implication des étudiant.e.s qui ne se mobilisent pas autant qu'espéré.

Des voies d'amélioration sont étudiées, comme un travail sur le sentiment d'identité et d'appartenance à l'université pour favoriser la motivation des étudiant.e.s et les inclure dans les processus de décision.



FOCUS 2

LES ECOLES DE COMMERCE

<u>Mise en contexte</u>	24
<u>Analyse des pratiques</u>	25
<u>Stratégie et gouvernance</u>	25
<u>Formations</u>	30
<u>Débouchés</u>	35
<u>Activités de recherche</u>	37
<u>Vie associative</u>	39
<u>Perspectives</u>	40

MISE EN CONTEXTE

Il existe en France 39 écoles de commerce dont le diplôme est reconnu par l'État, mais plus de 200 si l'on compte l'ensemble des écoles formant aux métiers du commerce. Celles-ci sont pour l'écrasante majorité des écoles privées, rendant le **maillage des formations presque impossible à analyser dans son ensemble.**

Une dynamique à l'œuvre mais des changements encore superficiels

La majorité des Écoles Supérieures de Commerce (ESC) sont engagées pleinement dans l'intégration de la transition écologique au sein de leur stratégie globale. **Il manque cependant une allocation de moyens à la hauteur de leur ambition.**

Par ailleurs, les **axes cruciaux tels que la formation, les débouchés ou la recherche sont encore trop négligés** alors qu'ils permettent d'assurer que les étudiants et les étudiantes soient pleinement conscients et formés aux nouveaux enjeux de transition écologique qui les attendent. A l'inverse, les initiatives liées aux enjeux de campus durable sont bien développées et mises en avant par les écoles, créant l'**impression d'avancées notables.**

Des freins idéologiques

Les formations des écoles de commerce sont, par nature, **plutôt généralistes et liées au monde des grandes entreprises.** On dit souvent d'elles qu'elles ouvrent "toutes les portes", de l'entrepreneuriat à la finance, en passant par le conseil ou le marketing. S'orienter vers un métier ou un secteur ne relevant pas directement de l'économie reste pour les étudiant.e.s un choix presque à contre-courant. Ainsi, **il est encore complexe pour les écoles de s'éloigner des paradigmes économiques actuels, elles continuent donc de les alimenter.**

Cette partie fait le bilan des 13 premières écoles de commerce ayant répondu au Grand Baromètre de la transition écologique entre mars 2020 et octobre 2020.

ANALYSE

Stratégie et gouvernance

Objectifs stratégiques

Intégration de la transition écologique dans la stratégie globale

La grande majorité des écoles ayant répondu au Grand Baromètre (92%) disent intégrer dans leur stratégie les enjeux de transition écologique et notamment l'objectif de former des « managers responsables ». Si certaines écoles définissent clairement ce qu'elles sous-entendent à travers cet objectif (« un manager conscient des enjeux sociaux et environnementaux et formé pour y répondre »), la plupart restent assez peu précises et vagues sur ce point. Il est ainsi difficile de savoir à quel point la transition écologique est réellement au cœur des plans d'action.

De manière globale, les termes utilisés pour définir la stratégie en lien avec les enjeux environnementaux sont Responsabilité sociale et environnementale (RSE), Développement Durable (DD), Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DDRS) ou encore soutenabilité. La notion de transition écologique, n'incluant pas les mêmes enjeux, est peu évoquée.

Seulement 16% des écoles mettent en avant une volonté de former 100% de leurs étudiant.e.s (quel que soit le cursus ou le parcours) aux enjeux de transition écologique et à agir de manière plus globale au sein de leur vie professionnelle. Par ailleurs, la définition de la "formation aux enjeux de transition écologique" n'est pas forcément commune aux écoles, qui l'associent la plupart du temps à de la sensibilisation.

Ces objectifs sont inscrits la plupart du temps dans :

- Les plans et axes stratégiques à horizon court-moyen terme ;
- Les valeurs, « *mission statement* », chartes.

En plus d'être inscrits dans la stratégie globale, les enjeux socio-environnementaux sont parfois déclinés stratégiquement en axes spécifiques correspondant chacun à un cœur d'action. On retrouve par exemple un axe qui se concentre sur la formation ou la recherche, un autre sur la vie générale sur le campus, un autre sur les parties prenantes extérieures (entreprises, territoires) etc. On constate cependant une inégalité de moyens déployés selon ces axes stratégiques, les enjeux de campus durable étant plus mis en avant que la formation.



Bonnes pratiques

- Missions explicitées et ambitieuses adossées à des objectifs concrets. Par exemple : « La stratégie vise à repenser le système au regard des enjeux environnementaux, sociaux, territoriaux, économiques et de gouvernance » ;
- Objectifs quantitatifs clairement inscrits et définis dans la stratégie. Par exemple : X% d'élèves ayant une expérience professionnelle liée aux enjeux de transition écologique, X% d'élèves formés à ces enjeux etc. ;
- Objectifs stratégiques liés à la transition écologique déclinés sur l'ensemble des campus de l'école en France et à l'étranger ;
- Charte / Cahier des charges prenant en compte l'intégration des enjeux de transition écologique et sociale au cœur de la stratégie, permettant d'avoir des références solides pour prendre des décisions en lien avec leur intégration ;
- Partenariat avec des associations pour définir la politique environnementale de l'établissement, comme le WWF.

Les écoles affichent également leurs ambitions et promesses à travers la signature de différentes chartes ou appels, comme :

- Le Principles for Responsible Management Education (United Nations Global Compact) ;
- La charte d'engagement de la Conférence des Grandes Ecoles (CGE) en faveur de l'inclusion et du respect de la diversité ;
- L'accord pour le climat de Rouen – COP21, porté par l'association CESAR ;
- L'appel Pour former tous les étudiant.e.s du supérieur aux enjeux climatiques et écologiques (The Shift Project) ;
- Le SDG Accord : auto évaluation / reporting des pratiques en lien avec les ODD.

Gouvernance et déploiement de la stratégie

La stratégie relative au déploiement des enjeux socio-environnementaux au sein des établissements est mise en place à travers une gouvernance propre à chacune des écoles. Cependant, nous pouvons dégager des pratiques communes.

En plus des responsables DDRS, 46% des écoles ont créé ce qu'elles appellent des comités ou des instances spécifiques. Ils ont pour objectif de réfléchir aux plans d'action et à la mise en place opérationnelle des stratégies liées à l'intégration des enjeux socio-environnementaux au sein de l'établissement. Ces comités rassemblent des parties diverses : des professeur.e.s, chercheur.se.s, étudiant.e.s mais également pour certains des directeurs ou directrices.

Toutes les écoles sauf une ont recours à des démarches d'auto-évaluation internes à travers les comités ou via des instances plus officielles comme le label DD&RS et le label Lucie qui permettent d'identifier les axes d'amélioration.



Bonnes pratiques

- Création de comités spécifiques pour chaque axe stratégique (par exemple : Comité gestion environnemental du Campus, Comité formation des étudiant.e.s) ;
- Mise en place d'une équipe dédiée à définir et accompagner la transformation sociale et environnementale de l'école, dans toutes ses dimensions : enseignements, recherche, transformation des campus et de la vie sur les campus, ancrage territorial ;
- Réalisation d'un état des lieux en matière de responsabilité sociétale et environnementale pour déterminer les domaines d'action pertinents et prioritaires ;
- Déploiement de l'outil d'auto-évaluation de la Plateforme d'Évaluation de la Responsabilité Sociétale des Établissements d'Enseignement Supérieur (PERSEES) du Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale et du développement durable dans l'Enseignement Supérieur (CIRCES).

Maquettes pédagogiques

Processus de construction des maquettes pédagogiques

Chaque école dispose d'une gouvernance et d'un fonctionnement spécifique quant à l'élaboration des maquettes pédagogiques. On retrouve cependant un procédé de gouvernance commun : un comité académique qui statue sur l'orientation des maquettes pédagogiques. Des parties prenantes similaires peuvent également être identifiées : la directrice ou le directeur des programmes, le Comité (Académique) des Programmes et la/le doyen.ne du corps professoral.

On retrouve de manière globale une volonté d'impliquer d'autres parties prenantes au sein de ces instances. Elles peuvent être internes à l'école : les professeur.e.s, les étudiant.e.s représentant les élèves, le service des relations entreprises, la cellule DDRS, les responsables de Département de formation et recherche (DFR), les comités spécifiques, les responsables de chaires de recherche ou encore les associations étudiantes. Elles peuvent aussi être extérieures, comme des entreprises, des associations ou des acteurs du territoire.

Bien que la consultation de ces parties prenantes soit effective, le réel poids de celles-ci sur les décisions prises n'est pas précisé. Si un processus systématisé existe pour récolter les retours des étudiant.e.s pour toutes les écoles, il est difficile de savoir à quel niveau les autres parties prenantes, notamment extérieures, sont impliquées dans le processus de construction des maquettes pédagogiques.

La refonte des programmes est un dispositif qui est généralement mis en place par les écoles tous les 3 à 5 ans. Celle-ci est à l'origine de changements majeurs au sein des enseignements.



Bonnes pratiques

- Groupe transversal dédié à l'intégration concrète des objectifs de développement durable (ODD) dans les cours, composé de représentant.e.s du corps professoral, des étudiant.e.s et des services RSE et pédagogie ;
- Institut interne dédié faisant le lien entre les différents départements pour offrir des solutions pédagogiques sur les thématiques du climat et de la responsabilité écologique ;
- Benchmark sur les pratiques des autres écoles pour chaque refonte des cursus

Implication des étudiant.e.s dans la construction des maquettes

Dans une démarche d'amélioration continue, l'ensemble des écoles demandent aux étudiant.e.s de faire des retours sur les cours et/ou activités proposés à travers des questionnaires réguliers. Des processus sont ensuite mis en place afin que ces retours remontent à la direction de l'école.

Les étudiant.e.s bénéficient de plusieurs modalités de remontées d'informations en lien avec le contenu des enseignements/programmes :

- Les évaluations d'enseignements à l'issue des modules de cours ;
- Les délégué.e.s qui font part à la direction des attentes étudiantes en termes de modalités pédagogiques/contenus des enseignements/organisation des cours et examens ;
- Le conseil d'administration des délégué.e.s de promotion ;
- Les enquêtes de satisfaction globales relatives aux cursus.

Nous n'avons cependant pas de vision claire de la portée de ces questionnaires et de leur réelle influence sur les modifications au sein des cours.



Bonnes pratiques

- Mise en place d'une grande consultation auprès des étudiant.e.s afin de recueillir leurs avis sur les dispositifs de formation aux enjeux de transition écologique à intégrer aux cursus ;
- Comité RSE étudiant composé d'étudiant.e.s engagé.e.s dans la vie associative autour des thématiques RSE.

Chargé.e.s de mission DDRS

Commentaire général

De manière globale, il y a au moins une personne chargée des enjeux DDRS en poste permanent et à plein temps dans toutes les écoles sauf une. On peut cependant distinguer plusieurs asymétries sur les moyens humains et financiers alloués.

75% ont entre 1 et 2 équivalents temps plein (ETP) dédiés à ces sujets. Les 25% restantes disposent d'équipes complètes (plus de 2 personnes).

Par ailleurs, la place de ces personnes / équipes dans les organigrammes n'est pas la même pour toutes les écoles. Les chargé.e.s de mission DDRS peuvent être rattachés à la direction RSE - qualité, à la direction académique de la recherche, au directeur des services Campus ou encore à la direction de la stratégie.

Bonnes pratiques (1/2)

- Direction dédiée à la RSE rattachée au secrétariat général de l'école et composée d'un.e directeur.ice RSE, d'un.e responsable DD/RS, de chargé.e.s de mission DD/RS, et de services civiques ;
- Poste d'Associate Dean for Sustainability transition qui porte les enjeux de la transition écologique au sein des instances décisionnaires et stratégiques de l'école ;
- Commissions / directions DD constituées de chercheur.se.s et d'enseignant.e.s de l'école ;
- Référent.e.s climats au sein des campus.

Un certain nombre de missions des personnes en charge des enjeux DDRS au sein des écoles peuvent être dégagées :

Animation sur les sujets DDRS :

- Coordination de groupes de travail en lien avec le DDRS ;
- Animation en interne sur les enjeux socio-environnementaux (actions de sensibilisation via des outils pédagogiques ou des événements) ;
- Animation de projets transversaux (déploiement de la stratégie zéro déchet) ;
- Animation du Comité de suivi du Développement Durable de l'École ;
- Suivi et mise en œuvre des actions DDRS avec les associations étudiantes.

Gestion de projet

- Gestion et suivi des marchés liés au Développement Durable (nettoyage, tri des déchets, transports) ;
- Accompagnement des projets étudiants en lien avec le DD.

Communication

- Valorisation des initiatives liées au développement durable de l'école en interne et externe
- Relations avec les parties prenantes locales sur les thématiques DDRS ;
- Développement de réseaux de partenaires RSE.

Stratégie

- Définition et pilotage de la politique DD&RS de l'école ;
- Identification des problématiques et activités liées au DDRS au sein de l'école sur les 5 axes du Référentiel DD&RS (stratégie et gouvernance, enseignement et formation, recherche, gestion environnementale et politique sociale et ancrage territorial).

La sensibilisation du personnel et des étudiant.e.s est une des missions du ou de la chargé.e DDRS au sein de l'ensemble des écoles. Cette sensibilisation se matérialise par des événements, des formations et des actions thématiques. Elle est souvent

mise en place en collaboration avec des associations étudiantes de l'école ou des parties prenantes externes comme la Fresque du Climat. On distingue une volonté grandissante des écoles de mettre en place des dispositifs pérennes et ambitieux de sensibilisation sur les enjeux de transition écologique.



Bonnes pratiques (2/2)

- Séminaire à destination des directeur.rice.s des programmes sur les enjeux socio-environnementaux ;
- Newsletter trimestrielle sur les enjeux DDRS ;
- Journées de formation à la thématique "Climat et Entreprises" pour les membres de la direction assurées par le cabinet de conseil Carbone 4

Partenariats et financements

Les écoles, ayant des statuts pluriels, ont des fonctionnements différents en matière de financement. Cependant, toutes se financent principalement via les frais de scolarité et la taxe d'apprentissage qui représentent 75 à 95% du financement. Le reste peut être du mécénat financier d'entreprises, des subventions européennes et françaises, des partenariats financiers...

Concernant les partenariats avec les entreprises, toutes les écoles sauf une disposent sur leur site de la liste des entreprises qui les financent mais ne précisent pas les tenants et aboutissants de ces partenariats et notamment la manière dont ils peuvent influencer sur les choix de formation ou de recherche de l'école.

Les écoles restent floues sur la présence de critères discriminants afin de déterminer si une entreprise peut être partenaire ou non. Une seule école nous a fait part d'une liste de critères bien précis, la plupart mentionnant seulement la nécessité que l'entreprise soit en lien avec les valeurs de l'école. Les critères mentionnés n'impliquent qu'à la marge l'impact écologique ou les mesures prises en matière de transition écologique de l'entreprise. Quand ils le font, cela reste assez vague car ils ne sont pas quantitatifs et reposent sur les déclarations des entreprises.



Bonnes pratiques

- Chaires de recherche et partenariats sur des thématiques socio-environnementales RSE ;
- Partenariats non financiers mis en place avec des organisations (ONG, associations etc.) engagées dans la transition écologique ;
- Projet de formalisation d'éthique partenariale.

ANALYSE

Formation

Offre d'enseignements

Enseignements obligatoires

Seulement 15% des écoles proposent un cours / module obligatoire sur les fondements de la crise écologique et ses conséquences. 77 % proposent au moins un cours obligatoire lié au développement durable, à la RSE ou à la soutenabilité (termes utilisés par les écoles, la notion de transition écologique n'est pas utilisée pour désigner ces cours).

Cependant, ce ou ces cours :

- Ne sont pas dispensés à toutes les promotions et à tous les types de diplômes préparés. Ainsi l'école peut avoir un seul cours dispensé par exemple en première année de programme grandes écoles ;
- Sont décorrélés des autres matières du tronc commun qui n'incluent que très rarement les enjeux de transition écologique.

Ainsi, un nombre restreint d'étudiant.e.s ont finalement accès à ce ou ces cours.

Les formations obligatoires liées aux enjeux socio-environnementaux passent pour le reste des écoles seulement par des dispositifs annexes (précisés ci-dessous) comme les séminaires de rentrées ou les journées thématiques.

Seulement 16% ont indiqué avoir commencé ou avoir pour projet de remodeler leur tronc commun à travers le prisme de la transition écologique en l'intégrant au sein de l'ensemble des matières.

On peut ainsi identifier au sein des tronc communs des niveaux d'ambition différents :

- **Premier niveau d'ambition** : mise en place d'un cours sur l'état des lieux de la situation climatique / environnementale dans le cadre des séminaires de rentrée ;

- **Deuxième niveau** : intégration de cours en électifs dans le programme général de la formation en lien avec les enjeux de transition écologique ;
- **Troisième niveau** : intégration de cours obligatoires dans le programme général de la formation en lien avec les enjeux de transition écologique ;
- **Quatrième niveau** : remodelage complet des tronc communs pour intégrer les enjeux de transition écologique de manière transversale au sein de chaque matière.

Enseignements en électifs

Certaines écoles proposent des électifs en lien avec les enjeux socio-environnementaux que les étudiant.e.s peuvent choisir en fonction de leur année d'étude et du diplôme préparé.

Les cours faisant un état des lieux de la situation actuelle sont abordés de manières différentes en fonction des écoles. Voici quelques exemples :

- Constat des déséquilibres écologiques et sociaux, leurs conséquences, les impératifs de changement ;
- Responsabilité et réponses des organisations pour accélérer la transition ;
- Définition des grands enjeux de l'humanité ;
- Illustration des contributions que les étudiant.e.s peuvent apporter à la transition écologique ;
- Analyse de la responsabilité sociale d'une organisation ;
- Compréhension et anticipation des contraintes et enjeux énergétiques et climatiques auxquels les organisations sont et seront confrontées ;
- Définition et mise en œuvre des processus et stratégies en réponse à ces contraintes actuelles et futures

Nous pouvons faire une liste non exhaustive d'électifs proposés par les écoles :

Des cours généraux

- Social & Sustainable Responsibility ;
- Business and sustainability ;
- Climat et Entreprises ;
- Développement durable & responsabilité sociale des organisations ;
- Responsabilité et performance globale.

Des cours transversaux

- Leadership et Transition Écologique ;
- Business Ethics and Sustainable Development ;
- Économie Sociale et Solidaire ;
- Interrogations éthiques à l'ère du numérique ;
- Inclusive Economy ;
- Climate & Earth ;
- Sustainable Development and Systemic Shocks ;
- Social Entrepreneurship ;
- Enjeux de la Transition Énergétique ;
- Sustainable Operations Management ;
- Changement climatique et CAC 40 ;
- Sustainable Energy Economics ;
- Enjeux de l'économie sociale et solidaire ;
- Diversity and Inclusion.

Des cours « sectoriels »

- Corporate Governance and sustainable finance ;
- Luxe durable ;
- Contrôle de gestion et développement durable ;
- Sustainability & Ethics in Hospitality ;
- Sustainable Luxury and Design Ethics ;
- Integrated Reporting for a sustainable Global Economy ;
- Climate Change Finance ;
- Agri-food Sustainable Development ;
- Cleantech Entrepreneurship ;
- Sustainable Finance.

Ces cours font l'objet dans certaines écoles d'une mise en pratique sur le terrain :

- Semaine d'étude avec visite de municipalités 100% renouvelables et énergétiquement indépendantes ;
- Étude de cas concrets dans le domaine des énergies renouvelables ou de la transition énergétique ;
- Accompagnement de start-up en Europe et en Afrique qui proposent des solutions technologiques sur les enjeux du climat.

Cursus spécialisés

77% des écoles interrogées disposent de filières et/ou cursus spécialisés liés aux questions socio-environnementales et accessibles aux étudiant.e.s du programme grandes écoles ou en Master of Science (MSC), Master of Business Administration (MBA) ou Bachelor of Business Administration (BBA). Ces parcours sont pour la plupart spécialisés sur une thématique / un secteur spécifique mis en lien avec la transition écologique. Certains sont également créés en collaboration ou partenariats avec d'autres écoles.

Voici une liste non exhaustive des filières citées par les écoles :

Filières de spécialisation

Généralistes

- Filière Innovation for sustainability transition ;
- Filière Management for Sustainable Impact ;
- Filière Corporate Social Responsibility ;
- Filière Re think sustainability.

Spécialisées

- Filière Economie Urbaine ;
- Filière Entrepreneuriat et Innovation Sociale ;
- Filière Immobilier et Développement Durable.

Bachelor ou Mastèr.e.s spécialisés

Généralistes

- Parcours intégré en Innovation Durable et RSE ;
- MSc Sustainability and Social Innovation ;
- Mastère spécialisé Acteur pour la transition énergétique ;
- MSc in International Sustainability Management ;
- Bachelor Sustainable Business Management.

Spécialisés

- MSc finance responsable ;
- MSc Entrepreneurship & Sustainable Design ;
- MSc Sustainable Management and Eco-Innovation.

Des écoles proposent également des certificats à rajouter à leur diplôme qui sont similaires à des formations :

- Certificat Inclusive and Social Business ;
- Certificat Smart and Sustainable Business ;
- Certificat Manager la transformation : de la connaissance de soi à l'engagement collectif ;
- Formation Manager Résilient.

Intégration transversale des enjeux

Cohérence du livret pédagogique

Aucune école ne propose un livret pédagogique intégrant les enjeux de transition écologique au sein de l'ensemble des modules de formation. On peut cependant identifier une volonté de mettre en place des démarches d'autant plus transversales sur l'ensemble des formations dans les écoles. Ces ambitions sont pour la plupart mises en place depuis 2019, certaines étant implémentées depuis 2020 ou en cours de construction.



Bonnes pratiques

- Audit des enseignements pour vérifier que l'ensemble des disciplines aborde de façon graduelle et continue les enjeux socio-environnementaux ;
- Approche quantitative : un pourcentage de chaque cours doit être consacré à des enjeux DDRS ;
- Rapport de progrès sur la question de l'intégration des enjeux de transition écologique au sein des cours ;
- Mise en place d'un programme transversal incluant la transition écologique ;
- Parcours obligatoires dédiés aux enjeux de transition écologique tout au long de la scolarité ;
- Groupe de professeur.e.s référents issus de l'ensemble des départements d'enseignement qui travaillent à faire des propositions pour enrichir les formations sur ces enjeux.

Approche par compétences

61% des écoles mettent en avant l'identification d'au moins une compétence relative aux enjeux de transition écologique. Cependant, la majorité des écoles ne précise pas ces compétences et la manière dont elles s'assurent que les étudiant.e.s les ont bien acquises.

Nous avons pu dégager quelques exemples de compétences nous semblant pertinentes :

- Comprendre et anticiper les contraintes et enjeux énergétiques et climatiques auxquels les organisations sont et seront confrontées ;
- Identifier et comprendre comment ces forces externes impactent les organisations et identifier les leviers pour y répondre ;
- Définir et mettre en œuvre les processus et stratégies en réponse à ces contraintes actuelles et futures ;
- Être capable de considérer et de justifier une perspective de long-terme et durable.

Quelques écoles se basent sur le document spécialement créé par la Conférence des grandes écoles (CGE) sur les compétences liées au développement durable.



Bonnes pratiques

- Développement d'un processus qui assure qu'un ou plusieurs modules de tronc commun contribuent à développer les compétences pour la transition écologique ;
- Mise en place d'un programme d'évaluation des compétences acquises pour assurer que l'ensemble des compétences liées au domaine DDRS soit intégré, enseigné et évalué dans les programmes diplômants ;
- Mise en place de *learning goals* avec les compétences relatives au DDRS définies par les travaux de la CGE et de la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) dans chacune des formations.

Modalité pédagogique

Approche des contenus

La transition écologique est abordée de manière différente en fonction des cours et spécialités au sein des écoles.

Outre les aspects scientifiques nécessaires pour établir les constats écologiques actuels, ce sont les volets économiques et éthiques qui sont privilégiés au sein des cours. Les enjeux sociaux sont traités plus à la marge. Dans certains programmes très spécialisés, une dimension technique peut également être identifiée.



Bonnes pratiques

- Travail aux côtés des équipes du Campus de la Transition et du projet FORTES sur les travaux de recherche relatifs aux thématiques de la transition écologique ;
- Travail de recensement des matériaux pédagogiques et productions académiques des professeurs sur les enjeux sociaux et environnementaux qui donne lieu à une synthèse.

Réception par les étudiant.e.s

Toutes les écoles mettent en avant l'attrait grandissant des étudiant.e.s pour les questions de transition écologique ces deux dernières années. Leurs retours sur ces cours sont globalement très positifs. Cependant les étudiant.e.s souhaiteraient être d'autant plus formés aux enjeux de transition écologique auxquels sont confrontés l'entreprise et la société, via une augmentation du nombre de modules de cours disponibles sur ces enjeux.

Elles distinguent cependant un clivage entre les étudiant.e.s dans le degré d'intérêt pour ces thématiques. Si une majorité d'entre eux sont intéressés, beaucoup sont passifs et ne changent pas leurs aspirations et critères professionnels. De plus, une part des étudiant.e.s ne se sent tout simplement pas concernée par ces enjeux.



Bonnes pratiques

- Évaluation externe de la perception des étudiant.e.s dans le cadre du Positive Impact Rating (PIR) ;
- Recensement du nombre de mémoire sur ces sujets.

Modules parallèles et activités pédagogiques

Ces deux dernières années, en parallèle des cours dispensés sur les enjeux environnementaux, les écoles ont également mis en place un certain nombre d'activités pédagogiques annexes à destination des étudiant.e.s. On retrouve notamment une généralisation des séminaires de rentrée qui portent sur des thématiques liées à la transition écologique. 2020 marque un tournant, avec notamment la généralisation de la Fresque du climat à travers la rentrée climat.

Les approches des écoles face à ces séminaires sont variées. Ils peuvent avoir comme objectif de sensibiliser les étudiant.e.s ou d'apporter une réelle formation sur des problématiques et défis de la transition écologique. Bien que ces séminaires puissent être un premier pas, il est essentiel que cette formation ne se cantonne pas à un temps fort en début d'année.

Nous avons recensé un certain nombre d'objectifs pour ces séminaires renseignés par les écoles :

- Former aux grands enjeux climat-énergie ;
- Comprendre comment ces enjeux affectent les entreprises ;
- Réfléchir de manière critique aux limites du « *business as usual* » ;
- Comprendre comment les enjeux de soutenabilité redéfinissent les disciplines classiques du management ;
- Analyser les grands enjeux soulevés par la transition écologique et les réponses possibles de la part des acteurs économiques.

Durant ces séminaires, un certain nombre d'activités permettent aux étudiant.e.s d'être formés ou sensibilisés, comme des conférences, des "serious game" ou encore des débats.

- Serious Game Modèle de COP21 où les étudiant.e.s endossent le rôle d'un acteur dans la lutte contre le changement climatique (État, ONG, industriel) ;
- Défis de rentrée autour des enjeux de transition écologique ;
- Débats autour de grands enjeux sociétaux et environnementaux ;
- Design Sprint afin de faire échanger étudiant.e.s et professeur.e.s sur des questions orientées RSE ;
- Modules/ateliers pour sensibiliser ou informer sur la transition écologique ;
- Hackathon sur la transition écologique et l'entrepreneuriat.

Tout au long de l'année, d'autres activités sont proposées aux étudiant.e.s afin de s'engager ou d'être sensibilisés sur les questions de transition écologique, notamment des conférences, tables rondes, semaines thématiques, concours, challenge etc.

Les écoles ont mis en place un certain nombre de formations supplémentaires pour les étudiant.e.s souhaitant approfondir leurs connaissances en lien avec la transition écologique, telles que :

- La formation MySezame, application digitale sur l'innovation sociale et l'entreprise à mission ;
- Le Sulitest ;
- Des cours en ligne sur les enjeux liés à la transition écologique ;
- Une summer school sur la transition écologique et sociale ;
- Une formation bilan carbone.

Formation des enseignant.e.s et intervenant.e.s

La formation des enseignant.e.s aux enjeux de transition écologique, prérequis indispensable à la formation des étudiant.e.s, n'est pas encore largement mise en place dans les écoles.

Seules 38% d'entre elles indiquent des dispositifs qui vont dans ce sens.

Cependant, ceux-ci ne sont pas accessibles à l'ensemble des professeur.e.s et ne sont pas répliqués régulièrement d'une année sur l'autre. Les formations sont par ailleurs assez asymétriques entre les écoles, allant d'une première sensibilisation avec la Fresque du climat à la mise en place de séminaires structurés et de formations annuelles.



Bonnes pratiques

- La connaissance de la transition écologique est un des critères de recrutement des professeurs ;
- Formation des professeurs de l'ensemble des départements pour sensibiliser à l'objectif d'intégration des enjeux climatiques dans tous les parcours ;
- Séminaire de recherche organisé chaque mois pour former les enseignant.e.s-chercheurs sur les thématiques DDRS ;
- Formations sur les enjeux liés à la transition écologique par des organismes spécialisés (Novethic, le Comité 21) ;
- Travail du chef de mission RSE avec un.e professeur.e de chaque pôle pédagogique dans le but d'intégrer progressivement du contenu RSE dans les cours ;
- Séminaire de formation aux enjeux environnementaux pour l'ensemble du corps professoral permanent avec la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE) et le Campus de la Transition.

ANALYSE

Débouchés

Types de débouchés

Adéquation avec les enjeux

Les écoles de commerce forment principalement des cadres ayant des positions d'encadrement supérieurs. Les principaux débouchés mis en avant tournent autour du conseil, du marketing, des achats, de l'audit et du management.

A travers des questionnaires envoyés aux alumni, les établissements peuvent faire le bilan sur les types de métiers et secteurs dans lesquels leurs anciens élèves travaillent. Les métiers autour des enjeux environnementaux et sociaux, et notamment les métiers de l'économie sociale et solidaire, prennent une part de plus en plus importante mais restent encore largement minoritaires.

Le pourcentage d'alumni dans ces métiers est d'environ 20% selon les écoles (sachant que chaque école prend en compte des critères différents afin de qualifier un emploi en lien avec les enjeux sociaux et environnementaux) avec une tendance globale à la hausse d'année en année. On retrouve trois types de postes :

- Les étudiant.e.s qui ont un emploi dans une entreprise dont les objectifs sont liés à la transition écologique mais dont les missions de l'emploi ne le sont pas ;
- Les étudiant.e.s qui ont un emploi dont les missions sont en lien avec la transition écologique mais pas l'entreprise ;
- Les étudiant.e.s dont l'entreprise et l'emploi au sein de celles-ci ont des finalités en lien avec la transition écologique.

Certains types de postes en lien avec les enjeux environnementaux sont récurrents : les postes dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, la finance durable, les achats responsables ou encore les responsables DD et RSE.

Place des entreprises engagées

Les écoles mettent en place des interventions d'ancien.ne.s élèves ou salarié.e.s travaillant dans les domaines de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et plus globalement en lien avec les enjeux de transition écologique. Ces rencontres ont lieu pendant les forums d'entreprise mais également durant l'année sur des secteurs spécifiques. Cependant, ces interventions demeurent moins fréquentes que celles portant sur des secteurs et emplois plus classiques.

53% des écoles réservent dans leur forum d'entreprises une place privilégiée à des entreprises dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ou de la transition écologique. Malheureusement, ces entreprises sont majoritairement sous-représentées et les postes en lien avec les enjeux écologiques proposés aux élèves sont peu nombreux.



Bonnes pratiques

- Club RSE au sein de l'association Alumni ;
- Forum spécialement dédié aux entreprises engagées ;
- Corner dédié aux entreprises engagées au sein des forums d'entreprises ;
- Projets entre étudiant.e.s et entreprises sur les thèmes de l'économie sociale solidaire et de la transition écologique ;
- Meilleur référencement des offres de stages/emplois en lien avec le DD sur le career center.

Impacts des débouchés

Les écoles n'ont pas d'analyses précises de l'impact des métiers de leurs diplômés sur le climat et la biodiversité. Aucun indicateur n'est précisé.

Certaines écoles proposent une formation au bilan carbone permettant aux étudiant.e.s d'évaluer l'empreinte globale des entreprises. Nous pouvons également identifier au sein de certains cours des études de cas liées à la réduction des impacts négatifs des entreprises.

Evolution du marché du travail

Les écoles sont unanimement convaincues de l'évolution du marché du travail en direction de métiers en lien avec la transition écologique. Les compétences liées à ces enjeux sont de plus en plus recherchées par les entreprises de tous secteurs. En effet, elles cherchent à recruter des managers sensibles aux enjeux socio-écologiques mais également des profils plus spécialisés par secteurs.

De plus en plus d'entreprises intervenant dans les écoles font des conférences en lien avec les nouveaux objectifs et stratégies mis en place afin de réduire leurs impacts avec pour objectifs de recruter des jeunes diplômé.e.s déjà formés à ces enjeux.

ANALYSE

Activités de recherche

Orientation générale de la recherche

Une minorité d'écoles présente une stratégie globale concrète pour la recherche sur les enjeux de la transition écologique. On constate cependant une intégration de celle-ci à travers la création de groupes de recherche, de laboratoires, de chaires ou de centres de recherche pour 69% d'entre elles.

Les approches transdisciplinaires et interdisciplinaires sont déjà utilisées par la plupart des écoles, notamment via des projets de recherche communs entre les différentes chaires ou des partenariats avec d'autres écoles ou universités. On retrouve également une augmentation des publications des enseignant.e.s-chercheurs et chercheur.se.s des écoles dans des revues spécialisées sur les domaines de la transition écologique.

Nous pouvons citer quelques sujets de recherche qui nous ont été mentionnés dans les réponses :

Economie

- Le changement climatique et ses effets sur l'activité économique ;
- Les nouveaux modèles économiques (économie circulaire) ;
- L'économie de l'environnement ;
- Les indicateurs de performance liés au développement durable.

Finance

- Le lien entre la performance durable et la finance ;
- Le reporting intégré ;
- La bourse carbone ;
- La finance éthique ;
- La comptabilité environnementale ;
- Le rôle des directeurs financiers dans le développement durable de l'entreprise.

Management

- Le leadership éthique ;
- L'action de l'entreprise et de ses salariés contre le réchauffement climatique.

Consommation

- Les modes de consommation alternatifs ;
- La consommation éthique et environnementale..



Bonnes pratiques

- Ecole partenaire de l'initiative Responsible Research in Business and Management (RRBM) prônant l'engagement dans une recherche à impact sociétal positif ;
- Mise en place de travaux de recherche interdisciplinaires en lien avec des enjeux écologiques ;
- Alliance stratégique avec d'autres écoles pour la recherche transdisciplinaire sur les enjeux de DD ;
- Création d'un groupe de recherche interdisciplinaire spécialisé dans les pratiques RSE ;
- Mise en place d'une stratégie sur la « Recherche à impact » ;
- Prise en compte de l'intégration de la pluridisciplinarité et des préoccupations de transition dans le recrutement d'enseignant.e.s-chercheurs.

Soutien financier et existence de chaires

Soutien financier

Un pourcentage du financement de la recherche est spécifiquement dédié à la recherche liée aux enjeux sociaux et environnementaux dans certaines

écoles. Il varie entre 10 et 50%. Il est cependant difficile de savoir exactement ce que chaque école considère comme relatif à ces enjeux.

Bonnes pratiques

- Soutien financier via une chaire RSE ;
- Budget de recherche consacré à la transition écologique à travers le soutien aux conférences et à la recherche et les incitations à la publication ;
- Incitation des chercheurs à attirer des doctorants sur le thème de la transition écologique.

Chaires de recherche

69% des écoles indiquent avoir au moins une chaire ou centre de recherche lié aux enjeux de transition écologique. Nous pouvons noter la volonté des écoles d'en créer et de les développer davantage suite à la croissance de l'importance de ces questions dans le débat public. On note également l'émergence de la recherche transdisciplinaire et pluri-acteurs sur ces enjeux.

Exemples de chaires présentes dans les écoles :

- Chaire RSE ;
- Chaires économie circulaire ;
- Chaire *corporate sustainability, environment & economics* ;
- Chaire climat ;
- Chaire territoires en transition.

Réflexions sur la finalité de la recherche

38% des écoles indiquent mettre en place des dispositifs de réflexion sur l'impact de la recherche et ses finalités mais il existe de grandes disparités entre les écoles, la majorité des dispositifs n'étant pas très approfondis.

Bonnes pratiques

- Incitation à la réflexion sur l'impact via l'« impactful research for Europe » et BEST : Business, European, Societal and Teaching impact ;
- Cadres de réflexion sur l'impact (comité scientifique, échange trimestriel avec les professeurs et groupes ad hoc) ;
- Séminaires portant sur la recherche et l'innovation responsables ;
- Comité d'éthique incitant les professeurs à réfléchir à leurs pratiques de chercheur et à intégrer la dimension morale dans le choix des thématiques abordées et des méthodes d'analyse utilisées.

ANALYSE

Vie associative

Existence et positionnement d'associations engagées

Toutes les écoles ont une ou deux associations centrées sur les enjeux socio-environnementaux. Celles ci abordent des thématiques variées :

- L'évolution des pratiques de consommation individuelle (tri des déchets, vente de panier de légumes bio, ateliers Do it yourself (DIY)) ;
- La sensibilisation aux enjeux écologiques des étudiant.e.s (conférences, semaines à thèmes).

En dehors des aspects environnementaux, plusieurs écoles citent des associations sociales ou humanitaires. Par ailleurs, des réseaux d'associations présents dans les écoles sont mentionnés, comme Together For Earth (T4E), le Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable (REFEDD) ou le NOISE. Il faut néanmoins questionner la place des sujets écologiques au sein de l'ensemble de la vie étudiante, en dehors des associations positionnées sur ces enjeux et de leur public.

Certaines écoles se distinguent par des avancées notables : poste de responsable RSE obligatoire dans toutes les associations, formation des associations à la réalisation d'un bilan carbone, travail commun entre les associations et le référent DDRS de l'établissement, mobilisation du Bureau des Elèves (BDE) pour structurer une démarche environnementale pour toute la vie associative etc.



Bonnes pratiques

- Conférences sur le climat ;
- Articles d'information sur les enjeux de transition écologique ;
- Ateliers *networking* en lien avec des entreprises portées sur les enjeux de l'ESS ou de la transition écologique.
- Gestion d'un parc de vélo électrique ;

- Partenariat avec des événements externes en lien avec les enjeux socio-écologiques ;
- Participation à la semaine étudiante du développement durable organisée par le REFEDD ;
- Opération campus zéro déchets ;

Valorisation de l'engagement étudiant

La valorisation de l'engagement associatif est très variable selon les écoles :

- Points supplémentaires sur la moyenne générale de l'année ;
- Inscription de l'engagement sur le diplôme ;
- Prix de l'engagement décerné à certains étudiant.e.s ;
- Crédits ECTS supplémentaires.

L'engagement associatif est également facilité par quelques écoles qui aménagent la scolarité en permettant aux plus investis d'avoir un emploi du temps aménagé, en créant des parcours spécifiques ou même en imposant des projets associatifs comme critères de validation. Enfin, certaines écoles laissent la possibilité de faire un service civique pendant leur année de césure, ce qui peut permettre aux étudiant.e.s de se consacrer à un projet associatif pendant quelques mois.

Bonnes pratiques

- Responsables RSE au sein de toutes les associations afin de réfléchir à la RSE des événements organisés, en lien avec l'administration ;
- Possibilité de faire un service civique en année de césure ;
- Intégration des associations étudiantes dans la réflexion sur la réduction de l'empreinte carbone de l'école et sur l'évolution des programmes.

ANALYSE

Perspectives

Labellisation

Seules **23% des écoles sont labellisées DD&RS**. Les autres sont déjà engagées dans le processus ou réfléchissent à mettre en œuvre les démarches pour l'obtenir.

Obstacles identifiés

Un certain nombre de blocages relatifs à l'intégration des enjeux de transition écologique sont identifiés par les écoles. Certains sont partagés par plusieurs établissements :

- Le manque de critères en lien avec la transition écologique au sein des classements des écoles ;
- Le manque de moyens financiers et humains mobilisables pour une intégration transversale des enjeux de transition écologique ;
- La difficulté à faire de l'intégration de la transition écologique une priorité de l'école.

D'autres freins ont également été cités :

Freins internes

- La prise de risque que peut représenter ce choix dans l'univers concurrentiel de l'enseignement supérieur ;
- Le champ de connaissances et compétences de la transition écologique qui dépasse ce que peut proposer une école de commerce traditionnelle ;
- La difficulté à trouver une gouvernance adaptée pour impliquer toutes les parties prenantes ;
- La dimension internationale des formations des écoles de commerce qui veulent proposer à leurs étudiant.e.s de voyager loin, ce qui peut être en contradiction avec des engagements écologiques.

Freins externes

- Le décalage entre les étudiant.e.s convaincus qui attendent de leur école qu'elle prenne les mesures nécessaires face aux enjeux environnementaux et les élèves qui ne recherchent pas ces formations en école ;
- Une offre sur le marché du travail décevante qui n'atteint pas les attentes des étudiant.e.s souhaitant se diriger vers des métiers liés au management de la transition écologique ;
- Les dynamiques académiques qui favorisent l'hyperspécialisation et non l'interdisciplinarité.



FOCUS 3

LES ECOLES D'INGÉNIEURS

<u>Mise en contexte</u>	42
<u>Analyse des pratiques</u>	43
<u>Stratégie et gouvernance</u>	43
<u>Formations</u>	45
<u>Débouchés</u>	49
<u>Activités de recherche</u>	51
<u>Vie associative</u>	53
<u>Perspectives</u>	54

MISE EN CONTEXTE

Stratégie et
gouvernance

Formations

Débouchés

Activités de
recherche

Vie associative

Perspectives

144 000 ingénieur.e.s. C'est le nombre d'étudiant.e.s ayant suivi ce cursus scientifique lors de l'année scolaire 2018-2019. Ces étudiant.e.s rejoindront les postes influents au sein du monde de l'entreprise et, dans une moindre mesure, les mondes de la recherche et de l'associatif pour mettre en application leurs années de formation. Le rôle de ces étudiant.e.s est majeur pour répondre aux urgences environnementales et sociales provoquées par nos modes de vie : **les outils qu'ils créent peuvent être sources d'améliorations comme de régressions environnementales**. Cependant, force est de constater que ces formations ne sont pas à la hauteur des enjeux, comme le montre l'analyse du Grand Baromètre détaillée ci-après, appuyée par le constat formulé par le [rapport](#)⁴ du Shift Project.

Une filière particulièrement sensible aux enjeux écologiques

Du fait de la nature scientifique de la formation d'ingénieur, les établissements intègrent plus facilement les enjeux de transition écologique dans les cursus que les écoles de commerce ou universités. L'observation des phénomènes physique et chimique constitue le cœur de leur formation et leur permet de se saisir plus aisément des mécanismes à l'origine des bouleversements climatiques. Si les liens entre innovations technologiques et impacts environnementaux ne sont pas systématiquement explicités dans les formations, de nombreux ingénieurs arrivent par eux-mêmes à faire ce constat. Peu d'écoles d'ingénieurs refuseraient aujourd'hui de percevoir l'aspect systémique des enjeux. Cela se traduit par une volonté et un effort démontré pour recentrer les formations sur les enjeux actuels.

Le solutionnisme technologique : un frein majeur au changement

Historiquement, les formations d'ingénieurs ont eu comme rôle social la mise en place de solutions technologiques répondant à des impératifs de développement et de progrès dans un contexte industriel. Cette vision est aujourd'hui remise en cause pour un nombre croissant d'ingénieurs : ils ne désirent plus se contenter de répondre aux problématiques qui leur sont présentées, mais préfèrent repenser le sens de ces problématiques, leur posture, et les potentiels impacts sociaux et environnementaux des solutions envisagées⁵. Les outils de calcul et de conception sont alors mis au service de cette nouvelle approche. Malgré tout, les établissements d'enseignement continuent à former leurs étudiant.e.s à apporter des réponses technologiques de plus en plus complexes, correspondant à cette vision de "ce que l'on attend d'un ingénieur".

Cette partie fait le bilan des questionnaires des 19 premières écoles d'ingénieurs ayant répondu au Grand Baromètre de la transition écologique entre mars 2020 et octobre 2020.

4. « Mobiliser l'Enseignement Supérieur pour le Climat », The Shift Project, avril 2019.

5. Voir l'initiative Ingénieur.e.s engagé.e.s : <https://ingenieurs-engages.org/>

ANALYSE

Stratégie et gouvernance

Objectifs stratégiques

Intégration de la transition écologique dans la stratégie globale

Les enjeux de transition écologique sont inscrits dans la stratégie globale de l'établissement **pour 57% des écoles avec des degrés d'engagement plus ou moins ambitieux**. Les autres écoles les intègrent de manière moins structurés sans en faire un objectif stratégique.

Par ailleurs, **21% des écoles indiquent un objectif de former 100% de leurs étudiant.e.s au développement durable (DD)**.

Gouvernance et déploiement de la stratégie

57% des écoles disent intégrer dans leur projet de transformation actuel et/ou futur les enjeux socio-environnementaux. Parmi les écoles engagées, on note une actualisation récente des plans stratégique afin d'y intégrer ces enjeux, datant de 2019 ou 2020.

26% des écoles indiquent notamment avoir créé des Comités de Pilotage ("CoPil") DDRS afin de développer la stratégie liée à leur intégration..

78% des établissements ont mis en place une démarche d'auto-évaluation DDRS, via le label DD&RS ou le Plan Vert.



Bonnes pratiques

- Intégration du DDRS dans les statuts et règlements intérieurs de l'établissement.

Maquettes pédagogiques

Processus de construction des maquettes pédagogiques

Les méthodologies de construction des maquettes pédagogiques sont variées en fonction des écoles.

Il se dégage cependant certaines tendances :

- Les maquettes sont élaborées par une instance pédagogique (généralement les équipes pédagogiques supervisées par la direction de la formation) ;
- Elles sont revues et validées par diverses instances (conseil de perfectionnement et autres comités/commissions/conseils) ;
- Les étudiant.e.s sont généralement représenté.e.s par des étudiant.e.s élu.e.s dans une ou plusieurs de ces instances.

Implication des étudiant.e.s dans la construction des maquettes

La grande majorité des établissements ont indiqué faire contribuer les étudiant.e.s à l'élaboration des programmes de formation, bien que cette contribution soit souvent à visée consultative.

Les écoles disposant de CoPil DDRS incluent les étudiant.e.s dans les réflexions et travaux de ces groupes de travail. Dans la majorité des cas, ces étudiant.e.s font partie d'associations en lien avec les enjeux de transition écologique.



Bonnes pratiques

- Création d'un comité Développement Durable comprenant des étudiant.e.s et dont la fonction est de favoriser l'inclusion du DD dans la formation et l'enseignement ;
- Formations de groupes de travail comprenant des étudiant.e.s en amont d'évolutions pédagogiques majeures ;
- Collectif étudiant.e/enseignant.e de réflexion sur la formation, connecté aux instances de l'établissement ;

- Comité de pilotage sur l'évolution des formations pour accompagner les départements dans l'intégration des enjeux DDRS ;
- Rédaction d'un rapport annuel par les délégués sur la manière dont sont abordés les enjeux DD dans les cours avec un système de classement des cours et des axes d'amélioration proposés par les élèves.

Chargé.e.s de mission DDRS

Seulement 47% des écoles disposent d'au moins un poste de chargé.e de mission DDRS permanent et à temps plein ou équivalent (ETP). Ce poste existe en moyenne depuis 2012 (depuis 2000 au plus). Pour les 53% d'écoles restantes, les missions de ce poste viennent en complément d'un autre, par exemple d'un poste d'enseignant-chercheur ou au comité de direction. Le poste de chargé.e de mission DDRS est parfois associé à la gestion de la qualité. Le.a chargé.e de mission DDRS est quasi systématiquement directement rattaché.e au directeur.

Un certain nombre de missions des personnes en charge des enjeux DDRS au sein des écoles peuvent être déléguées :

- Mobiliser/sensibiliser la communauté étudiante et professionnelle de l'établissement ;
- Cartographier, accompagner et faciliter les projets en lien avec le Développement Durable ;
- Être l'interlocuteur des partenaires et parties prenantes en la matière ;
- Réaliser une veille réglementaire et technique ;
- Mener la démarche d'auto-évaluation et assurer l'obtention des labels DDRS ;
- Coordonner la communication interne/externe sur les actions menées.

La sensibilisation est souvent menée en collaboration avec le service communication. Par ailleurs, la communauté étudiante est associée à ce processus par les biais suivants :

- Mobilisation d'associations étudiantes engagées dans la sensibilisation et la responsabilisation ;
- Facilitation et promotion des activités associatives et projets étudiants en lien avec le développement durable ;
- Appel à des étudiant.e.s pour la co-organisation d'événements/ateliers de sensibilisation (Fresque du Climat) ;
- Inclusion d'étudiant.e.s dans des groupes de travail et de réflexion sur la sensibilisation et la responsabilisation.

Partenariats et financements

Les principales sources externes de financement citées par les écoles sont la taxe d'apprentissage, qui représente la majorité de celles-ci, mais aussi les partenaires privés de chaires/projets de recherche, les subventions publiques et les frais d'inscription.

Les établissements utilisent un certain nombre de critères afin de choisir leurs partenaires financiers, et notamment l'apport financier ou la pertinence scientifique et technologique au regard d'un projet de recherche ou de la spécialisation d'une chaire/d'une école.

À date, aucun établissement ne prend directement en compte l'investissement dans la transition écologique de ses partenaires. Il a été admis que tous les établissements ne peuvent pas se permettre de choisir leurs partenaires via des critères trop contraignants.

A noter que tous les établissements ne publient pas la liste de leurs partenaires.

ANALYSE

Formation

Offre d'enseignements

Enseignements obligatoires

73 % des écoles proposent au moins un cours obligatoire sur les fondements et/ou les enjeux de la crise écologique. Dans la majorité des cas, il est proposé en première et/ou en deuxième année du cycle ingénieur et n'est pas systématiquement dispensé à l'ensemble des promotions et des diplômés préparés par les étudiant.e.s. Par ailleurs, il n'est pas forcément mis en regard des autres modules de cours.



Bonnes pratiques

- Module de tronc commun divisé en trois parties : une partie constat sur les enjeux environnementaux, une partie causes, et une partie solutions ;
- Évaluation des connaissances des enjeux de la transition à l'arrivée en première année puis à l'obtention du diplôme afin d'évaluer l'impact de la formation dans ce sens ;
- Intégration des contraintes posées par la transition écologique dans l'enseignement/l'acquisition de compétences.

Enseignements en électifs

L'ensemble des écoles proposent des cours en électifs liés aux enjeux environnementaux. Ces électifs sont présents dans les parcours généraux ou les parcours de spécialisations que peuvent rejoindre les étudiant.e.s.

Nous pouvons dresser une liste non exhaustive de ceux-ci :

Des cours généraux

- Ingénierie sociale de l'environnement ;
- Grands défis de l'ingénieur ;

- Management Durable ;
- Agir dans un monde en transition.

Des cours transversaux et plus spécifiques

- Enjeux et défis des sciences et technologies du vivant et de l'environnement ;
- Enseignement sur les méthodes de Bilan Carbone ;
- Crise environnementale ;
- Cadres d'analyse des systèmes socio-écologiques ;
- Énergie risques et environnement ;
- Transition énergétique et environnement ;
- Eco-conception et cycle de vie ;
- Sciences pour les défis de l'environnement.

Des cours « sectoriels »

- Impact environnemental du numérique ;
- Bâtiment à énergie positive ;
- Risque industriel et pollutions ;
- Enjeux de l'agriculture et gestion durable de l'environnement ;
- Défi de la durabilité agricole et des ressources naturelles ;
- Diagnostic environnemental d'une exploitation agricole.

Cursus spécialisés

Un cursus spécialisé est toute filière (même si elle n'intervient qu'en dernière année), et tout master ou master spécialisé.

Il convient de séparer deux catégories :

- Les cursus de spécialisation, généralement disponibles en dernière année parfois aussi appelés "filière".
- Les mastères et masters spécialisés proposés en plus au sein de l'établissement

Les écoles défendent une moyenne de 2 filières ou spécialisations portant sur un des enjeux de la transition écologique. On dénombre **47% d'écoles dans lesquelles il y a au moins 1 filière de spécialisation** liée aux enjeux de transition écologique.

53% d'entre elles ne proposent aucun mastère ou master spécialisé portant sur les enjeux de la transition écologique. Cependant, il y a de fortes disparités, certaines écoles en ayant plus de 5 et d'autres n'en proposant qu'un.

On note enfin que **26% des écoles n'indiquent ni spécialisations, ni master en lien avec la transition écologique.**

Nous avons pu extraire quelques exemples de Master, Mastère et Master of Science (Msc) dans les réponses des écoles :

Parcours généraux
<ul style="list-style-type: none"> • Master of sciences Développement durable et éco-innovation ; • Master Ingénierie et Management de l'environnement et du DD.
Parcours spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> • Mastère spécialisé en Management de l'Environnement et de l'Éco-Efficacité énergétique ; • Mastère spécialisé Éco-Ingénierie ; • Master Ecosystèmes et Anthropisation ; • Master Science and Technology for Environmental and Energy Management.
Parcours sectoriels
<ul style="list-style-type: none"> • Master Project Management for Environmental and Energy Engineering ; • MS Expert en énergies marines renouvelables ; • Mastère spécialisés économie circulaire ; • Mastère spécialisé bâtiments à énergie positive ; • MS énergies marines renouvelables ; • Master Agriculture urbaine et villes vertes ; • Mastère spécialisé gestion, traitement et valorisation des déchets ; • Master 2 Towards Clean Energy Production.

Intégration transversale des enjeux

Cohérence du livret pédagogique

A ce jour, les écoles d'ingénieurs n'ont pas encore implémenté la transition écologique au sein de l'ensemble de leurs cursus de formation de manière transversale et interdisciplinaire sur toutes les années et toutes les filières. L'intégration des enjeux socio-environnementaux se fait plus souvent au compte-goutte, via des modules complémentaires, au sein de certaines années de formation ou filières.

Cependant, certaines écoles affichent une volonté de mettre en place cette démarche transversale, qui s'incarne maintenant dans plusieurs projets ambitieux.

Les écoles elles-mêmes mettent en avant ce manque de transversalité. Elles reconnaissent également qu'il y a une grande variabilité de la prise en compte des enjeux DDRS selon les filières.

Cette consolidation transversale et systémique se fait principalement à travers les mises en situation (alternance, stages, projets, vie associative étudiante), conférences ou journées thématiques.

Approche par compétences

Sur les écoles ayant répondu, **47% ont développé une approche par compétences** incluant celles relatives à la transition écologique.

4 établissements se sont appuyés sur des référentiels déjà existants pour définir leurs compétences relatives aux enjeux DDRS. On retrouve le référentiel des compétences de durabilité de l'UNESCO, le référentiel de compétences proposé par la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI) et les 5 compétences DDRS de la Conférence des Grandes Écoles (CGE).



Bonnes pratiques

- Appui sur les référentiels existants (UNESCO, CTI, 5 compétences DDRS de la CGE.) pour définir leurs propres compétences DDRS ;
- Programme pédagogique construit à partir des compétences DDRS : les unités d'enseignement ont été repensées autour de ces enjeux et les programmes doivent pointer systématiquement les compétences visées ;
- Mise en valeur dans chaque compétence des thématiques liées à l'impact des activités sur l'environnement.

Modalités pédagogiques

Approche des contenus

Les enseignements liés à la transition écologique sont abordés principalement par le prisme scientifique, notamment en ce qui concerne la compréhension des mécanismes physiques à l'œuvre liés au changement climatique. Ensuite, c'est l'approche technique des enjeux qui est prépondérante au sein des enseignements. Les enjeux économiques, sociaux et éthiques de la transition écologique sont abordés à la marge. Peu de place est donc accordée à une réflexion plus élargie sur les modèles de société. L'approche est par ailleurs différente en fonction des cours.

Réception par les étudiant.e.s

L'ensemble des écoles mettent en avant une mobilisation d'un nombre croissant d'étudiant.e.s sur l'intégration des enjeux environnementaux, notamment à travers la signature du [Manifeste étudiant pour un réveil écologique](#) ou la création de groupes de travail au sein des écoles.

Globalement, les étudiant.e.s sont demandeurs d'une formation plus approfondie sur les enjeux de transition écologique au sein de leurs cursus. Les écoles font en effet remonter que les enseignements liés à la transition écologique ne vont pas assez loin pour les étudiant.e.s. On peut tout de même souligner une disparité d'intérêts sur ces enjeux entre les élèves, suivant les écoles et les filières.

Les écoles nous ont indiqué quelques remarques d'étudiant.e.s :

- Volonté que chaque enseignement soit contextualisé au regard du développement durable / de la transition écologique ;
- Attente de plus de débat sur la transition écologique ;
- Les cours DDRS arrivent trop tard dans la formation et leur volume horaire est insuffisant ;
- Liens insuffisants des matières DDRS avec les sciences fondamentales, manque de transversalité ;
- Nécessité de confronter les points de vue, l'importance de l'interdisciplinarité.

Modules parallèles et activités pédagogiques

En plus des cours, 84% des écoles proposent des modules de formation et sensibilisation complémentaires. Une des activités revenant le plus au sein des écoles est la généralisation de la fresque du climat, via notamment les séminaires de rentrée climat. En complément, on retrouve des dispositifs annexes de sensibilisation comme des cycles de conférences, des événements thématiques, des interventions d'expert.e.s ou d'autres initiatives occasionnelles permettant de parler des enjeux sans forcément directement les lier aux compétences développées à travers les cours.

Ces modules ne sont cependant pas forcément accessibles à l'ensemble des étudiant.e.s.

Voici des exemples de dispositifs mis en place par les écoles :

Modules de formation parallèles

- Projets tutorés sur une problématique Développement Durable ;
- Intervention du réseau des formateurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour expliciter le rapport de 2018 ;
- Formation au bilan carbone.

Activités pédagogiques

- Cycle de conférences sur des thématiques socio environnementales ;
- Séminaires étudiant.e.s sur une thématique en lien avec la transition écologique ;
- Semaine consacrée au rôle de l'ingénieur dans la transition écologique ;
- Journée Campus Durable sur le thème climat-énergie ;
- Semaine du développement durable ;
- Site de sensibilisation et d'auto-formation créé par des étudiant.e.s ;
- Événements associatifs : challenges DD, chantiers solidaires, projections de films sur le DD.

Formation des enseignant.e.s et intervenants

Il existe de grosses disparités entre les écoles concernant les dispositifs de formation des professeurs sur les enjeux de transition écologique. Outre les professeurs déjà formés de par la nature de leur spécialité, **seulement 42% des écoles ont mis en place des dispositifs de formation pour leurs professeurs.**

Lorsque certaines ont mis en place des processus ambitieux généralisés à destination de l'ensemble des professeurs, d'autres ne proposent que quelques ateliers de sensibilisation comme la fresque du climat. Certaines écoles reconnaissent ce manque de formation de leurs enseignant.e.s face à l'ampleur des enjeux et aux besoins qui en découlent.



Bonnes pratiques

- Formation des enseignant.e.s à la transition écologique via un partenariat avec le Shift Project ;
- Congés de projet pédagogique pour l'auto-formation des professeurs ;
- Partenariats entre des écoles d'ingénieurs pour que les professeurs puissent échanger sur les bonnes pratiques liées à l'intégration des enjeux DDRS ;
- Groupe de travail "Formation DDRS" composé d'enseignant.e.s-chercheurs afin d'accompagner les autres enseignant.e.s-chercheurs dans la prise en compte des enjeux dans leurs enseignements ;
- Enjeux inclus dans l'entretien annuel de tous les salariés ;
- Plan de formation continue des enseignant.e.s avec pour thématique le DDRS ;
- Formation des enseignant.e.s à la Fresque du Climat ;
- Intervention du réseau des formateurs à l'urgence climatique (conférence basée sur le rapport +1,5° du GIEC).

ANALYSE

Débouchés

Types de débouchés

Adéquation avec les enjeux écologiques

Les écoles d'ingénieurs forment des étudiant.e.s sur des compétences très variées de l'ingénierie. De par les thématiques qu'elles abordent, les étudiant.e.s sont plus enclins à travailler en lien avec les enjeux de transition écologique, notamment dans des domaines tels que les énergies renouvelables ou les nouvelles technologies liées à la transition.

Cependant, les débouchés des formations ne sont pas systématiquement en cohérence avec les enjeux de transition écologique.

On peut distinguer deux principaux types de débouchés en lien avec les enjeux environnementaux :

- Les métiers verts dont la finalité et les compétences mises en œuvre contribuent directement à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement ;
- Les métiers verdissants dont la finalité n'est pas encore directement environnementale, mais qui demandent de plus en plus de compétences en ce sens, via notamment l'évolution et la transition du secteur.

Enseignements en électifs

Les **entreprises dont le cœur de métier est lié à la transition écologique** ou très engagées sont de plus en plus mises en avant par les écoles d'ingénieurs. Cette valorisation se fait par **l'intégration de celles-ci au sein des forums d'entreprises pour 20% des écoles** mais également au sein des **projets étudiant.e.s dans 42%** d'entre elles.

Par ailleurs, de plus en plus d'emplois sont proposés en lien avec les enjeux de transition écologique et les interventions d'alumni sur ces sujets sont généralisées dans les écoles.

Cependant, la valorisation de ces métiers et entreprises reste à la marge par rapport aux entreprises plus classiques.

Bonnes pratiques

- Appui sur les référentiels existants (UNESCO, CTI, 5 compétences DDRS de la CGE.) pour définir leurs propres compétences DDRS ;
- Programme pédagogique construit à partir des compétences DDRS : les unités d'enseignement ont été repensées autour de ces enjeux et les programmes doivent pointer systématiquement les compétences visées ;
- Mise en valeur dans chaque compétence des thématiques liées à l'impact des activités sur l'environnement.

Impacts des débouchés

Les débouchés en sortie d'école d'ingénieurs sont variés et les écoles ne donnent pas de réponses claires sur leurs impacts. Aucune n'a mis en place une démarche afin d'évaluer les impacts positifs et négatifs des futurs métiers des étudiant.e.s.



Bonnes pratiques

- Formation des étudiant.e.s au processus d'Analyse du Cycle de Vie (ACV), permettant à ceux-ci de mesurer l'impact d'un produit ou processus ;

- Intégration dans les rapports de stage d'une évaluation par l'étudiant de l'impact de son stage (poste et entreprise) sur le climat et la biodiversité ;
- Développement de dispositifs pour le volontariat territorial en entreprise vert (VTE).

Evolution du marché du travail

Les écoles sont conscientes que le marché du travail va significativement évoluer pour leurs diplômés. Les débouchés des écoles d'ingénieurs évoluent au gré de la transition des secteurs industriels et des innovations technologiques associées. La demande évolue ou évoluera d'autant plus vite pour les jeunes diplômés, dont la formation et les motivations sont souvent plus en adéquation avec les métiers de la transition. Cette évolution comprend :

- Une augmentation de la demande provenant des secteurs en adéquation avec la transition écologique ;
- Une augmentation de la demande de métiers en lien avec la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises dans tous les secteurs ;
- L'apparition de nouvelles activités dans les entreprises ;
- L'apparition de nouvelles entreprises recruteuses.

Cette évolution de la demande sur le marché du travail est en retard par rapport au nombre croissant d'étudiant.e.s intéressé.e.s par des métiers en adéquation avec la transition écologique.

ANALYSE

Activités de recherche

Orientation générale de la recherche

68% des écoles déclarent intégrer les enjeux écologiques et sociaux au sein de leur stratégie de recherche. Il existe cependant une inégalité d'ambition entre les écoles.

61% d'entre elles ont inscrit les enjeux de transition écologique au cœur de leurs grands axes / thèmes ou domaines de recherche en lien avec les spécialités de l'école. Les autres évoquent de manière plus générale des travaux et équipes de recherche travaillant sur ces enjeux ainsi que la création de laboratoires, mais qui ne s'inscrivent pas officiellement dans une stratégie globale.

Exemples d'axes de recherche

- Transition numérique, énergétique et environnementale ;
- Gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
- Énergie pour un développement durable ;
- Milieux naturels, industriels et urbains ;
- Structures, infrastructures et mobilités ;
- Agroécologie, innovations et territoires ;
- Dynamiques et écologie des paysages agricoles ;
- Écologie fonctionnelle et environnement.

Le développement de la recherche interdisciplinaire voire transdisciplinaire est favorisé au sein de plusieurs écoles. Cependant, les réponses étant inégalement précises sur ces questions, il est difficile d'en dégager de grandes tendances.

Au sein des écoles ayant développé leurs réponses, il apparaît que le déploiement de la transdisciplinarité passe par des partenariats de recherche avec d'autres laboratoires comme le collectif *Labos 1point5* ou encore avec d'autres universités et écoles.

Soutien financier et existence de chaires

Soutien financier

52% des écoles orientent spécifiquement leur budget sur des projets de recherche en lien avec les enjeux de transition écologique. Les écoles qui n'ont pas de budgets spécialement dédiés financent tout de même des projets de recherche sur ces enjeux, mais de manière moins systématique et ambitieuse.

Les budgets de recherche liés aux questions environnementales sont assez inégalitaires entre les écoles. Certaines déclarent y consacrer 10% de leur budget total, quand d'autres parlent de plus de 90%. Aucune précision n'est apportée sur les indicateurs permettant d'arriver à ces chiffres dans les réponses des écoles.

On peut constater le financement de contrats doctoraux ou post doctoraux en lien avec la transition écologique au sein d'un tiers d'entre elles. La plupart des réponses étant assez incomplètes, il est difficile d'avoir un panorama précis des ambitions concernant ces financements.

Chaires de recherche

84% des écoles disposent de chaires de recherche et/ou de laboratoires en lien avec les enjeux de transition écologique. Ces chaires sont directement liées aux spécialisations thématiques des écoles et peuvent être associées à des centres de recherche. On dénombre une part importante de chaires en partenariat avec des entreprises privées et plus à la marge avec des collectivités, des institutions publiques ou encore des ONG.

Exemples de chaires de recherche :

Energie
<ul style="list-style-type: none"> • Transition énergétique et sociétale ; • Risques émergents et technologies ; • Défis technologiques pour une énergie responsable ; • Énergies durables ; • Intelligence artificielle pour la sobriété énergétique ; • Energie positive.
Agriculture
<ul style="list-style-type: none"> • Agro-ressources et matériaux biosourcés ; • Agro-machinisme et nouvelles technologies ; • Agricultures urbaines, services écosystémiques et alimentation des villes.
Biodiversité
<ul style="list-style-type: none"> • Ecologie fonctionnelle des montagnes ; • Forêt pour demain ; • Évaluation des services écosystémiques.
Conception
<ul style="list-style-type: none"> • Eco-conception des ensembles bâtis et des infrastructures ; • Innovation et ingénierie frugale.
Territoires
<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructure et territoires durables ; • Territoires et transitions.
Généralistes
<ul style="list-style-type: none"> • Modélisation prospective au service du développement durable ; • Sustainable demand supply Chain ; • Comptabilité écologique ; • Economie circulaire et innovation.



Bonnes pratiques

- Présence d'un centre de recherche spécifiquement lié aux enjeux de soutenabilité et mobilisant un nombre significatif d'enseignant.e.s-chercheurs et doctorant.e.s ;
- Chaire en partenariat avec une ONG (Organisation Non Gouvernementale) sur le climat ;
- Chaire de recherche sur l'évaluation des formations DDRS.

- Challenge international « Imagine Carbone neutre City », financé par les chaires, qui permet aux étudiant.e.s de proposer des projets innovants ;
- Cartographie des projets de recherche en lien avec le développement durable via la mise en place de groupe de travail dans chaque laboratoire ;

Réflexions sur la finalité de la recherche

Les réponses des écoles demeurent vagues concernant les réflexions sur la finalité de la recherche. On peut cependant constater que la réflexion sur les impacts de la recherche n'est pas systématisée.

On retrouve certaines initiatives, comme des temps de sensibilisation des enseignant.e.s chercheurs aux enjeux de transition écologique, ou d'autres plus ambitieuses inscrites dans les plans d'action mais pas encore mises en place, comme :

- Un comité de pilotage dédié à la « recherche responsable » ;
- Un réseau de recherche responsable et transversale entre les laboratoires de recherche de l'école ;
- Des ambassadeurs DDRS au sein des labos de recherche ;
- Une charte de la recherche responsable.

Par ailleurs, des projets de recherche sont également menés sur les enjeux derrière la formation d'ingénieurs responsables :

- Projet de recherche visant à définir les conditions pour la formation d'ingénieurs à l'innovation responsable ;
- Projet visant à définir les valeurs et les motivations des étudiant.e.s et adultes en formation afin de savoir comment ils déterminent leurs choix de carrière en vue du développement durable de la société.

ANALYSE

Vie associative

Existence et positionnement d'associations engagées

Toutes les écoles ont une ou deux associations centrées sur les enjeux socio-environnementaux. Celles-ci mettent en place des dispositifs variés :

- Sensibilisation au DDRS via des conférences (ONG, professionnels), des projections de films et des débats pour toucher les professeurs et les élèves de l'école ;
- Sensibilisation extérieure pour parler de Développement Durable et de Responsabilité Sociétale : interventions dans les écoles/collèges/lycées, parfois dans des quartiers défavorisés, création de cycles de conférences pour les habitants de la ville, réalisation de fresques du climat, etc. ;
- Réalisation d'évènements pour promouvoir le DDRS ainsi que la transition écologique (Semaine Étudiante du Développement Durable (SEDD)) ;
- Événements de ramassage et/ou collecte de déchets (CleanWalk) ;
- Proposition à la vente de produits locaux, paniers bio, produits équitables etc. ;
- Gestion de potagers collectifs ;
- Prêt/partage de vélos et réparation ;
- Réparation de matériel électronique ;
- Action en partenariat avec le CROUS pour transformer la restauration universitaire : compostage, mise en place de repas végétariens.

Enfin on observe que certains réseaux sont régulièrement présents : Ingénieurs Sans Frontières (ISF), REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable (REFEDD) ou encore Together for Earth (T4E).

Valorisation de l'engagement étudiant

Le premier moyen de reconnaissance de l'engagement associatif est l'allègement de cours et la justification d'absences en

conséquence. Par exemple, dans certaines écoles, les président.e.s des plus grosses associations sont parfois exempté.e.s de cours.

Le second moyen est la mise en valeur de leurs compétences à travers leur participation au pilotage de l'école sur les thématiques DDRS. Les formes sont diverses : les associations en question peuvent être sollicitées pour calculer le bilan carbone de l'école ou bien être intégrées aux comités de pilotage DDRS .

Enfin, la valorisation de cet engagement peut également passer par l'obtention de crédits ECTS ou de points supplémentaires sur la moyenne délivrés avec des modalités variées selon les écoles.

Financement et visibilité

Les principales sources de financement des associations sont les cotisations des membres, partenaires et sponsors externes ainsi que les activités de l'association, comme par exemple la vente de produits. Les financements émanant de l'école directement ont moins d'importance dans le budget total. Par ailleurs, il existe de grosses disparités dans les budgets alloués aux associations selon les écoles.

Ces principales sources peuvent enfin être complétées à l'occasion de projets ou évènements ponctuels proposés par les associations. On note une recrudescence d'évènements en lien avec les enjeux DDRS mis en place par les associations, en partenariat avec l'école.

La promotion des associations en lien avec la transition est le plus souvent effectuée lors d'évènements particuliers : journée Campus Durable, Semaines Étudiantes du Développement Durable etc. Certaines écoles vont utiliser leurs réseaux sociaux pour communiquer spontanément alors que d'autres le feront plutôt sur demande des associations.

ANALYSE

Perspectives

Labellisation

36% des écoles sont labellisées DD&RS. Parmi les **64%** restantes, une majorité a entrepris ou prévoit de mettre en place les démarches de labellisation à court ou moyen terme (2 à 5 ans). Les écoles qui ne prévoient pas de labellisation DD&RS s'auto évaluent grâce à ce référentiel mais préfèrent se concentrer sur la mise en place de dispositifs opérationnels, notamment à cause du temps que peut prendre une telle labellisation.

Obstacles identifiés

Un certain nombre de blocages relatifs à l'intégration des enjeux de transition écologique sont identifiés par les écoles.

Freins internes

- Priorisation et engagement peu clairs de l'équipe de direction / du comité de pilotage ou stratégie en cours de précision ;
- Concept de transition clivant; ce qui ne pousse pas à l'action ;
- Temps de formation du personnel insuffisant ;
- Réfractaires au changement, inertie des habitudes, lenteur et complexité des changements de perception ;
- Difficulté à lancer une dynamique de changement et à sortir des habitudes;
- Manque de financement et de ressources allouées.

Freins externes

- Manque de reconnaissance effectif des classements et des tutelles d'évaluation ;
- Difficultés dans les relations avec les partenaires.

Pistes prometteuses

Pour répondre à ces obstacles, certaines pistes prometteuses sont mises en avant par les établissements :

Internes

- Mettre en place des processus pour lier mieux les décisions et la démarche DD&RS, l'intégrer plus formellement dans chaque décision, ou en améliorer le portage au niveau de la direction ;
- Faire passer ses étudiant.e.s d'un rôle d'auditeur passif à un rôle d'acteur ;
- Développer les partenariats avec des collectivités locales ;
- Développer les liens avec les acteurs de l'écosystème DD&RS ;
- Former et sensibiliser davantage l'ensemble du personnel ;

Externes

- Faire évoluer la prise en compte effective des critères écologiques par les tutelles d'évaluation et les classements ;
- Imposition de contraintes réglementaires par la puissance publique..

ZOOM

Les campus sont-ils durables ?



Une évaluation des impacts centrée sur le bilan d'émissions de gaz à effet de serre

Une majorité des établissements établit un **bilan d'émissions de gaz à effet de serre (GES)**, souvent depuis peu : un certain nombre ont effectué leur premier bilan en 2020, le plus ancien évoqué datant de 2009. La fréquence des bilans GES varie de 1 à 10 ans, avec une médiane à **3 ans**. Certains établissements indiquent avoir pour projet de passer à une mise à jour annuelle de leur bilan.

D'autres méthodes d'évaluation sont également utilisées par les établissements : diagnostic énergétique des bâtiments, analyse du cycle de vie (ACV) de la performance énergétique des bâtiments, audit des déchets.

La **mobilité** (et plus largement le scope 3 des émissions, c'est-à-dire les émissions indirectes) n'est pas toujours prise en compte dans les évaluations, mais tend à le devenir, puisqu'elle est souvent le pôle d'émission le plus important des établissements.

Bonnes pratiques

- Faire appel à un prestataire externe (association Bilan Carbone, cabinets indépendants...);
- Faire appel à un projet pédagogique porté par des étudiant.e.s et/ou enseignant.e.s;
- Rendre publique la méthodologie de calcul utilisée;
- Développer un outil digital permettant la mise à jour annuelle du bilan.

Des efforts de réduction des impacts existants mais peu évalués

Tous les établissements ayant répondu au Grand Baromètre ont mis en place des **actions de réduction de leur empreinte** écologique, mais **il subsiste de grandes disparités** entre ceux-ci. Seule une très petite part des établissements parvient à mesurer correctement les résultats des actions mises en place, même si plusieurs mentionnent des projets de mesure de la performance en cours de déploiement.

Les réponses reçues ont permis de dresser une liste de pratiques largement partagées par les établissements pour réduire leurs impacts :

Énergie et bâtiments

- Rénovation thermique et énergétique des bâtiments ;
- Toits végétalisés ;
- Approvisionnement en énergie renouvelable (solaire ou biomasse) ;
- Raccordement aux réseaux de chauffage urbain ;
- Gestion centralisée et suivi de la consommation, installation d'un économiseur de flux ;
- Remplacement des éclairages par des LEDs ;
- Détecteurs de présence pour l'éclairage et le chauffage.

Restauration

- Marchés publics privilégiant les produits frais, locaux, de saison, bio et issus de l'agriculture raisonnée ;
- Proposition de menus végétariens et végétaliens tous les jours ;
- Suppression des couverts et contenants à usage unique ;
- Collations et buffets événementiels privilégiant des produits locaux/de saison.

Biodiversité, entretien des espaces verts et du campus

- Proscription des produits phytosanitaires / engrais ;
- Entretien d'un potager/mare/verger et de ruches/nichoires/poulaillers ;
- Équipements hydro-économiques, récupération d'eau de pluie ;

Achats

- Mise en place d'une charte des achats durables ;
- Papier issu de forêts durables..

Digital

- Mutualisation des serveurs et outils numériques ;
- Charte de gestion durable des systèmes informatiques

Déchets

- Tri sélectif des déchets ;
- Compost ;
- Dématérialisation des supports papiers ;
- Recyclage des déchets électroniques (DEEE) et des déchets dangereux (piles, néons, toners d'imprimante) ;
- Valorisation des mégots ;
- Revente/don à des associations du mobilier/matériel informatique et des livres ;
- Distribution d'éco-cups et de gourdes ;
- Organisation de journées de ramassage des déchets.

Sensibilisation

- Réduction des déplacements internationaux, écocgestes, tri des déchets, alimentation saine, lutte contre le gâchis alimentaire.

Il est à noter que bon nombre des actions listées ci-dessus sont menées **en réponse à des réglementations ou des politiques** institutionnelles, et ne peuvent donc pas faire office de trophée pour les établissements. Par ailleurs, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il s'agit bien de **limiter au strict minimum ses impacts environnementaux**, la compensation ne pouvant légitimement intervenir que pour les impacts incompressibles.



Bonnes pratiques

- Mise en place de quotas d'émissions individuels par étudiant.e/enseignant.e dont le dépassement doit être justifié par une lettre de motivation ;
- Obtention de labels (par exemple Ecojardin, Agir Ensemble, Mon Restau' Responsable...);
- Bâtiments aux normes HQE ;
- Eco-développement des sites internet de l'établissement ;
- Éco-pâturage dans les espaces verts du campus ;

- Obligation d'atteindre un certain pourcentage des achats incluant des critères de développement ;
- Participation/lauréat du trophée des Campus Responsables ;
- Compensation carbone des émissions dues aux déplacements en avion.

Un ancrage territorial encore peu tourné vers l'écologie

Les établissements ayant répondu au Grand Baromètre interagissent de façon très disparate avec leurs territoires. Si certains mettent en place de simples conventions de partenariat et entretiennent un dialogue discontinu avec les acteurs locaux, d'autres vont jusqu'à être moteurs des politiques locales.

Il faut ici préciser que pour beaucoup d'établissements, l'ancrage territorial ne relève que difficilement des thématiques environnementales et écologiques. L'accent est souvent mis sur des pratiques sociales, des partenariats de production intellectuelle et moins vers des prises de position pour accélérer la transition écologique.

- Chaires de recherche spécialisées dans l'étude des territoires ;
- Co-organisation ou participation à des événements ;
- Sollicitations d'agences publiques environnementales (Agence de l'Eau, Agence de la transition écologique (ADEME), Agence Régionale de la Biodiversité) et de prestataires locaux ;
- Participation au développement de l'écosystème entrepreneurial local (incubation, concours d'innovation, formations gratuites) ;
- Actions de sensibilisation dans des collèges ou lycées de zones sensibles ;
- Développement du tissu associatif étudiant ;
- Formations d'élus et décideurs locaux ;
- Création et gestion d'un tiers-lieu.



Bonnes pratiques

- Co-signature de chartes, conventions, plans avec des acteurs locaux ;
- Partie prenante dans des instances de décision (conseils d'administration, comités de pilotage, commissions, collèges) ou des groupes de travail ;
- Partenariats avec des associations, collectivités, établissements, entreprises locales ;

CONCLUSION

Nous tenions, à travers cet état des lieux alimenté par les réponses des établissements au Grand Baromètre, à dégager des tendances sur l'intégration de la transition écologique au sein des écoles de commerce, d'ingénieurs et des universités. Nous sommes convaincus de l'importance d'identifier les axes où les dynamiques sont en cours et ceux qui manquent encore d'engagement, afin de calibrer au mieux les efforts et investissements.

Si notre étude ne se veut pas exhaustive ni représentative de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, **elle pointe les manquements d'un système éducatif encore peu tourné vers la transition écologique**, malgré les constats alarmants des rapports du GIEC et d'autres comités scientifiques sur le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Les étudiant.e.s d'aujourd'hui représentent les forces vives de demain, qui devront nécessairement faire face aux conséquences des choix passés et à leurs répercussions sur l'ensemble du territoire. **Ils ne peuvent pour cela se contenter des outils d'hier** : ces derniers ont fait leurs preuves, mais ne sont pas pour autant des garanties de réussite pour les années à venir. L'enseignement supérieur doit faire face, et nous en avons conscience, à la **difficulté de former les actrices et acteurs d'un monde incertain**.

De plus en plus d'initiatives se mettent en place afin de permettre aux établissements de se réinventer par le prisme de la transition écologique ; le Manuel de la Grande transition du collectif FORTES donne des clés de contenu pour les enseignements, l'initiative ClimatSup INSA du Shift Project expérimente à large échelle la transition d'un groupe d'établissements...

Les étudiant.e.s sont en demande, la situation est urgente, le *momentum* est propice à une action, forte, coordonnée et de grande ampleur, alors, établissements, allez-y !

ANNEXES

Acronymes

Le milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme d'autres, dispose d'un certain nombre d'acronymes jargonneux pour l'œil extérieur. Sont ici listés tous les acronymes utilisés dans ce rapport.

- **ACV** : Analyse du Cycle de Vie
- **BBA / MBA** : Bachelor in Business Administration / Master in Business Administration
- **BDE** : Bureau Des Elèves
- **CA** : Conseil d'Administration
- **CODD** : Comité d'Orientation pour le Développement Durable
- **COP** : Conférence of Parties
- **CVEC** : Contribution de la Vie Étudiante et de Campus
- **DD** : Développement Durable
- **DD(ε)RS** : Développement Durable (et) Responsabilité Sociale
- **DFR** : Département de Formation et de Recherche
- **ECTS** : European Credit Transfer System
- **ESR** : Enseignement Supérieur et Recherche
- **ESC** : Ecole Supérieure de Commerce
- **ESS** : Economie Sociale et Solidaire
- **ETP** : Equivalent Temps Plein
- **FSDIE** : Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes
- **GES** : Gaz à Effet de Serre
- **IAE** : Institut d'Administration des Entreprises
- **MSC** : Master of Science
- **ODD** : Objectifs de Développement Durable (en anglais ; SDG : Sustainable Development Goals)
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **PME** : Petites et Moyennes Entreprises
- **RSE** : Responsabilité Sociale des Entreprises (en anglais ; CSR : Corporate Social Responsibility)
- **RRBM** : Responsible Research in Business and Management
- **SEDD** : Semaine Étudiante du Développement Durable
- **SMOC** : Small Private Online Course
- **UE** : Unité d'Enseignement
- **UFR** : Unité de Formation et de Recherche
- **VP** : Vice-Président.e

Labels et certifications

Les labels et certifications ponctuent le travail des établissements, en leur permettant de mettre en avant les efforts accomplis. Afin d'alimenter son esprit critique, il est de bon goût de s'informer sur ce que ces accréditations signifient : quels champs thématiques sont couverts ? Avec quel niveau d'exigence ?

- [Accréditation EQUIS](#) de l'European Foundation for Management Development
- [Certification HQE](#) : Haute Qualité Environnementale
- [Label Agir Ensemble](#)
- [Label DD&RS](#) : Développement Durable & Responsabilité Sociétale
- [Label Ecojardin](#)
- [Label Lucie](#)
- [Label Mon Restau Responsable](#)
- [Trophée des Campus Responsables de Utopies](#)

Organisations

Dans leurs réponses au *Grand Baromètre de la transition écologique*, les établissements ont abondamment illustré leurs pratiques. Le lecteur trouvera ici les redirections vers les sites des organismes, institutions, associations etc. mentionnés dans ce rapport.

- [ADEME](#) : Agence de la transition écologique
- [Campus de la Transition](#)
- [Carbone 4](#)
- [CESAR](#) : Conférence de l'Enseignement Supérieur de l'Agglomération de Rouen
- [CGE](#) : Conférence des Grandes Ecoles
- [CIRSES](#) : Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale et du développement durable dans l'Enseignement Supérieur
- [COP1 étudiante](#)
- [CPU](#) : Conférence des Présidents d'Université
- [CROUS](#) : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires
- [CTI](#) : Commission des Titres d'Ingénieur
- [FNEGE](#) : Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
- [France Stratégie](#)
- [GIEC](#) : Groupement Intergouvernemental d'Experts pour le Climat
- [ISF](#) : Ingénieurs Sans Frontières
- [Labos 1.5](#)
- [La Fresque du Climat](#)
- [LPO](#) : Ligue pour la Protection des Oiseaux
- [MySezame](#)
- [NOISE](#) : Nouvel Observatoire de l'Innovation Sociale et Environnementale
- [Novethic](#)
- [PERSEES](#) : Plateforme d'Évaluation de la Responsabilité Sociétale des Établissements d'Enseignement Supérieur
- [Positive Impact Rating](#)
- [REFEDD](#) : Réseau Français des étudiant.e.s en Développement Durable
- [The Shift Project](#)
- [Together For Earth](#)
- [UNESCO](#) : *United Nations Education, Science and Culture Organization*
- [United Nations Global Compact](#)
- [UVED](#) : Université Virtuelle de l'Environnement et du Développement durable
- [WWF](#) : *World Wide Fund for nature*



Ce document est édité
par Pour un réveil écologique

www.pour-un-reveil-ecologique.org

